

Les Études du CERI  
N° 5 - septembre 1995

**Éléments d'une sociologie  
du Front national islamique soudanais**

**Roland Marchal**

# Eléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais<sup>1</sup>

Roland Marchal

*Chargé de recherche au CNRS, associé au CERI*

Curieux destin que celui du Soudan devant l'opinion publique française. Il y a un siècle, les ambitions coloniales de Paris devaient affronter une cuisante réalité à Fachoda, qui prit la forme d'une réception anglaise empreinte d'une grande civilité bien que mâtinée d'ironie pour nos soldats tout à leur esprit de conquête : notre opinion publique, pourtant bien ignorante de sa géographie, s'émut d'une telle attitude de la perfide Albion mais dut en prendre son parti. Aujourd'hui le paradigme colonial s'est estompé mais l'amertume de la revanche à prendre peut encore être au rendez-vous. Quelques-uns de nos dirigeants s'efforcent de tisser des liens avec un régime réprouvé internationalement et diabolisé par les Etats-Unis afin de desserrer un " étau géostratégique anglo-saxon " dans lequel l'influence française en Afrique serait prise. Certes, les justifications d'une collaboration mal connue et donc sujette à toutes les rumeurs nourries par les ambiguïtés propres à certains de nos hommes politiques et aux dirigeants de Khartoum peuvent être énoncées d'une manière plus sophistiquée qu'en se référant à cette géopolitique de supermarché, mais l'opinion publique française est sommée de se réjouir de la livraison d'un ancien terroriste, Carlos, en août 1994 ou d'une diplomatie secrète dont les résultats, sans nul doute très brillants, ne se sont traduits en Algérie et ailleurs que par des échanges de bons services quelque peu suspects d'affairisme et d'opportunisme politique, qui reflètent bien notre époque. Qu'importe donc si cet Etat mène au Nord une répression violente et au Sud une guerre civile dénoncées par les instances régionales et internationales, par des organisations de défense des droits de l'homme, par une émigration forcée qui compte aujourd'hui plus de 3 millions de personnes, puisqu'il y va d'intérêts supérieurs de la France, que personne n'ose définir, sur le continent africain et au Proche-Orient. Il aura fallu un changement de Président de la République et l'éviction de Charles Pasqua, pour que son rival sur ces dossiers, Alain Juppé, puisse enfin asseoir son autorité et faire valoir ses options<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce travail est fondé sur de nombreux entretiens menés à Khartoum, Addis-Abéba, Asmara, Londres, Oxford et Paris depuis le coup d'Etat de juin 1989. Pour des raisons évidentes, aucun nom n'est cité. L'auteur remercie les personnes qui l'ont aidé dans cette recherche, sans partager toujours des analyses dont il assume seul la responsabilité. Il a pu bénéficier de l'aide institutionnelle du CNRS, de l'ASP CNRS-ORSTOM « Approche de terrains violents » et de la Direction générale de la coopération scientifique et technique du ministère des Affaires étrangères.

<sup>2</sup> Se reporter aux chroniques de La lettre de l'Océan Indien, Nord-Sud Export, *Africa Confidential*, sans oublier la grande presse française depuis août 1994.

L'objectif de cette étude n'est pas uniquement de rappeler les moments essentiels d'un des mouvements islamistes les plus originaux aujourd'hui, le Front national islamique (FNI) créé au sortir des années Nimeiri en 1985, théoriquement dissous en juin 1989 mais si curieusement présent dans les coulisses de la vie politique soudanaise à l'heure actuelle... Il est également d'analyser les trajectoires internes et externes de ce groupe, qui demeurent à bien des égards exceptionnelles. Que certains, notamment dans les rangs islamistes, y voient une victoire sur le destin d'un Soudan toujours ballotté à la marge du monde arabe, perçu comme un pays trop miséreux pour incarner un modèle, islamiste ou démocratique, ne fait pas l'ombre d'un doute.

Discuter de l'établissement de camps d'entraînement terroristes ou du rôle de Mecque de l'islamisme que Khartoum jouerait à l'heure actuelle n'est donc pas l'objectif visé. Plutôt que de multiplier les hypothèses plus ou moins fantaisistes et d'ajouter de la rumeur à la rumeur, mieux vaut essayer de dégager quelques lignes de force dans la dynamique d'un courant politique qui a cru assurer sa pérennité en prenant d'une manière bien peu originale (un coup d'Etat militaire) le contrôle de l'appareil d'Etat. Les questions sécuritaires liées au terrorisme, qu'il ne s'agit pas de récuser, ou les répercussions internationales, qui dépassent le cadre de la sous-région, peuvent alors être analysées d'une manière plus sereine, sinon exacte. Dans sa conclusion, ce texte s'efforce d'ailleurs de tirer quelques leçons prospectives sur l'évolution du courant islamiste et de la société soudanaise. Il ne le fait pas à partir d'une vision idéologique ou religieuse de ce qu'est ce mouvement, mais plus simplement à partir de la complexité d'une société réelle en proie à ses contradictions et en relation serrée avec les transformations de la région.

Pour éclairer les multiples facettes de ce mouvement, trois grands thèmes sont retenus dans la suite : une périodisation de l'histoire de cette tendance qui met en relief son incontestable modernité, une tentative d'analyse de son économie politique qui souligne son insertion très spécifique dans la société soudanaise et dans son environnement régional, ses rapports très ambigus avec l'armée. La dimension proprement idéologique<sup>3</sup> et la réalité très problématique d'une internationale islamiste qu'appelle le sensationnalisme occidental ne seront pas étudiées ici.

## Une périodisation du mouvement

Le 30 juin 1989, un coup d'Etat militaire mettait fin au régime parlementaire dirigé par Sadeq el-Mahdi, Premier ministre depuis 1986 : les dirigeants des deux principaux partis, Parti Oumma et Parti démocratique unioniste (PDU), des syndicalistes, des intellectuels et des journalistes étaient arrêtés. Dans les semaines qui suivirent, les liens symbiotiques entre les militaires putschistes et les cadres du Front national islamique (FNI)

---

<sup>3</sup> Cette analyse reste à faire. On peut néanmoins se reporter à la très intéressante étude que fait Olivier ROY de certaines thèses de Hassan el-Tourabi dans son livre *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1994. Mais seule une analyse exhaustive permettra de dépasser la vision médiatique et mettra en lumière l'éventuelle originalité théorique du dirigeant soudanais par rapport aux autres penseurs islamistes de la période actuelle. En l'attente, mieux vaut se garder de propos définitifs.

devenaient de plus en plus manifestes. Si la question de la responsabilité directe de l'ensemble de la direction du FNI dans le coup d'Etat demeure ouverte, le régime d'Omar el-Bechir n'a dû sa pérennité qu'à l'engagement des islamistes dans l'appareil d'Etat. Le nouveau pouvoir a rompu à maints égards avec les autres expériences autoritaires (1958-1964, 1969-1985) que le Soudan a connues depuis son indépendance<sup>4</sup>. De plus, l'influence de Khartoum sur la scène régionale et ses contacts avec les mouvements islamistes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient n'ont cessé de croître depuis cinq ans ; cet ascendant s'est renforcé<sup>5</sup> après la visite du président iranien en décembre 1991, l'interruption du processus électoral algérien et la mise en échec du Front islamique du salut (FIS) en Algérie un mois plus tard, enfin l'élimination ou, à tout le moins, l'affaiblissement du courant laïque et socialisant au Yémen après la crise de l'été 1994.

### *La première période du fondamentalisme musulman*

Comme pour le communisme, les débuts de l'islamisme soudanais remontent aux années quarante et ont pour cadre Le Caire grâce à des relations suivies avec l'organisation des Frères musulmans égyptiens, créée par Hassan el-Banna en 1928. A cette époque, une autre tendance se développait au Soudan même, dans certaines institutions scolaires ; ce groupe fut à la base de la formation, à la fin des années quarante, du Mouvement de libération islamique, groupuscule islamiste qui ne réussit pas à fédérer longtemps les jeunes diplômés ou étudiants, divisés sur le statut de l'Egypte face au Soudan<sup>6</sup>, la nature du régime nassérien, les relations entre l'organisation des Frères musulmans au Caire et ses ramifications dans le monde arabe. Pendant cette première période, le nombre des activistes islamistes stagnait, notamment à cause de l'élitisme rigide de l'organisation. En effet, les adhérents devaient faire la preuve de leur grande connaissance de la littérature des Frères musulmans et l'objectif principal était alors de constituer un lob

---

<sup>4</sup> Pour des rappels historiques, on peut se reporter à Peter WOODWARD, *Sudan (1898-1989) : the Unstable State*, Londres, Lester Crook Academic Publishing, 1990 ; pour la période suivant le coup, voir mon article, « Le Soudan entre islamisme et dictature militaire », *Maghreb-Machrek*, n° 137, juillet-septembre 1992, pp. 56-79. Pour une réflexion stimulante sur les crises des années quatre-vingt, lire le numéro spécial de *Egypte/Monde Arabe* n° 15/16, conçu sous la direction d'Edouard CONTE et François IRETON et comprenant pour l'essentiel des contributions soudanaises.

<sup>5</sup> Sans approfondir ici cette question, la prudence s'impose dans l'étude des relations entre organisations islamistes soeurs sauf à oublier une évidence, l'enracinement national de celles qui ont acquis un réel poids politique et l'éclatement du champ politique islamiste. Souligner les convergences entre le FNI soudanais, les mouvements An-Nahda en Tunisie et en Algérie, Hamas en Palestine et une fraction des Frères musulmans en Jordanie ne fournit aucun élément factuel sur leur éventuelle imbrication ou la coordination de leurs activités. Ceux qui imaginent une influence déterminante du FNI sur le FIS algérien ont surévalué les islamistes soudanais, qui peuvent sans doute fournir à certains moments déterminés une aide en équipement ou un entraînement - mais les fondamentalistes algériens ne sont pas dépourvus de réseaux propres...

<sup>6</sup> Le Soudan avait été une colonie égyptienne de 1822 à la fondation de l'Etat mahdiste en 1884, puis, après une brève parenthèse, était devenu un condominium anglo-égyptien jusqu'à l'indépendance en 1955. Les troupes égyptiennes étaient demeurées au Soudan jusqu'au soulèvement du « Drapeau blanc » mais l'habitus colonial reste jusqu'à aujourd'hui l'une des composantes essentielles de l'attitude des dirigeants égyptiens par rapport à leurs voisins du Sud.

by afin de lutter contre le communisme et de contribuer à l'établissement rapide d'un Etat islamique, en s'appuyant sur un travail culturel et idéologique plus que politique. Jusqu'au renversement du général Abboud en octobre 1964, les écoles secondaires demeuraient les sources les plus importantes de recrutement et les jeunes militants étaient sous la coupe de la branche universitaire du mouvement ; sa composition restait donc principalement étudiante et lycéenne. Le profil typique d'un membre était un jeune diplômé âgé d'une vingtaine d'années avec des origines rurales et une famille aux revenus modestes. Les membres de cette mouvance islamique avaient une connaissance religieuse qui, dans le contexte soudanais, les plaçait peut-être aux premiers rangs des lettrés musulmans, mais également à mille lieues des pratiques effectives de la grande majorité de la population.

La principale faiblesse de cette faction islamiste était celle propre à tout mouvement universitaire : les étudiants, diplômés en poche, quittaient tout à la fois l'Université et leur organisation. Pourtant cette fragilité n'était pas rédhibitoire dans la mesure où des liens personnels étroits permettaient de maintenir un contact entre les anciens membres et l'organisation. Une autre caractéristique prenait forme dès cette époque et se renforçait dans la phase suivante du mouvement islamiste : il n'y avait en général pas d'excommunication des partants pour peu qu'ils n'allassent pas chez les communistes. Cette attitude correspondait à un calcul tout à fait lucide : ces partants, s'ils poursuivaient une activité politique, pourraient informer leurs amis islamistes des discussions au sein des deux grands partis traditionnels puisque leur statut de diplômé leur donnait accès au premier cercle des responsables de ces organisations.

Une nouvelle dynamique s'enclencha avec le retour de Hassan el-Tourabi de Paris, où il venait d'achever son doctorat en droit à la Sorbonne, et la fin du premier épisode autoritaire en octobre 1964. Les idées socialisantes étaient à cette époque particulièrement répandues, au point de marquer le premier gouvernement civil qui succéda à la dictature militaire. Pour Hassan el-Tourabi et ses proches, ce danger " communiste " ne pouvait être éliminé que par la création d'une véritable organisation de masse, moins marquée par l'élitisme et les pratiques de lobbying caractéristiques de la période précédente. De plus, Hassan el-Tourabi était relativement marginalisé dans la direction du mouvement et ne se complaisait guère dans une telle situation. La création en 1965 du Front de la charte islamique (FCI) fut donc un succès personnel. Cependant, au grand dam du jeune et brillant activiste, ses résultats furent médiocres aux élections législatives qui se déroulèrent la même année : seulement sept députés, environ 5 % des suffrages... Néanmoins, le FCI contribua à l'interdiction faite au Parti communiste (PCS) de siéger au Parlement et influa sur le contenu des débats constitutionnels en 1967 et 1968, grâce à une organisation déjà nettement plus efficace que celle des deux grands partis traditionnels, le parti Oumma et le PDU. Le choix du " tout-politique " prôné par Hassan el-Tourabi était encore loin de faire l'unanimité parmi les responsables du mouvement islamique ; une polémique acide se développa dès 1965 jusqu'au congrès de 1968, où ses thèses prévalurent définitivement après des batailles d'amendements homériques : il fallait donner la priorité à la formation de masse et à l'intervention politique, plus qu'au travail spécifiquement culturel ou à la formation proprement idéologique.

Cependant cette orientation nécessitait du temps pour être appliquée et avoir des résultats tangibles ; le coup d'Etat de 1969 interdisait tout espoir de résultats rapides et la violence de la répression qui s'exerçait alors contre les militants islamistes relançait le

débat sur la viabilité d'une telle stratégie. Cela dit, en quelques années, celui qui n'avait eu qu'un strapontin dans le Comité directeur des Frères musulmans en était devenu l'un des leaders et était, bien sûr, celui omnipotent du FCI. Sa victoire était également celle d'un certain type de structure militante parallèle à celles mises en place par le PCS : des organisations sectorielles (jeunesse, femmes, syndicats...) gravitant autour du FCI et offrant des possibilités de recrutement ou de mobilisation temporaire autour des mots d'ordre islamistes. Cependant, cette réorganisation comportait dans la vision de Hassan el-Tourabi encore des faiblesses, l'une d'elles étant que les différentes tendances devaient avoir une représentation comme telles au sein de la direction (forcément collégiale donc) du mouvement...

La décennie suivante fournit l'occasion de changements plus radicaux encore. Avec le coup d'Etat de Dja'afar Nimeiri en 1969 débuta une période sombre pour les islamistes qui ne s'acheva qu'avec la " Réconciliation nationale " de 1977 et leur réintégration dans un cadre politique bien délimité, le parti unique qu'était l'Union socialiste soudanaise. Néanmoins, ces huit années furent absolument capitales pour le mouvement malgré l'incarcération de son leader car elles firent mûrir une réorientation politique. Plusieurs événements soulignaient, en effet, les faiblesses structurelles de l'organisation, malgré la réforme mise en oeuvre par son chef. L'imaginaire collectif des islamistes, tel qu'il peut émerger dans les entretiens réalisés depuis le coup d'Etat de juin 1989<sup>7</sup>, décrit les deux premières années du régime Nimeiri (celles où l'influence communiste s'est exprimée) comme l'enfer, le temps de la répression brutale, violente et aveugle. La mémoire de cette période a été reconstruite ou travaillée pour justifier certains choix idéologiques mais ce souvenir " traumatique " permet de comprendre l'acharnement brutal ou meurtrier avec lequel les militants progressistes furent traités de 1989 à 1991, tant les islamistes pensaient alors que se jouait, comme vingt ans auparavant, leur survie politique et physique<sup>8</sup>.

Leur résistance au régime issu du coup d'Etat de 1969, qui ne rechignait pas à mobiliser la force militaire la plus brutale, mettait en lumière leur marginalité numérique mais aussi sociale. Deux épisodes peuvent illustrer leur douloureuse prise de conscience. En 1973, une tentative d'action commune des étudiants islamistes et de syndicats contrôlés par le FCI (notamment dans le chemin de fer) tournait court et prouvait que décidément la révolution ne se ferait pas avec les seuls étudiants et qu'un travail parmi les militaires devenait une priorité absolue. La tentative de coup d'Etat en 1976 était de loin la mieux organisée et mobilisait tous les opposants réfugiés dans des camps en Libye ; elle provoquait également quelque amertume chez les islamistes. Ceux-ci étaient bien représentés dans les échelons intermédiaires (étant diplômés, ils étaient " officiers ") des forces " rebelles " mais Sadeq el-Mahdi, le dirigeant du parti Oumma, qui contrôlait la très grande majorité des combattants, ne leur reconnut aucun rôle de direction. Cette désillusion était importante car elle mettait en lumière l'échec d'une stratégie adoptée dès les années cinquante. Profitant d'une réelle " proximité religieuse ", les islamistes avaient souvent vécu à l'ombre du parti Oumma tout en jouant le rôle d'un aiguillon dans la lutte anticommu-

---

<sup>7</sup> Entretien avec Abdelwahab al-Effendi, Londres, février 1995. Celui-ci est également l'auteur d'une histoire officielle du mouvement islamiste au Soudan, *Turabi's Revolution : Islam and Power in Sudan*, Londres, Grey Seal, 1991.

<sup>8</sup> Une comparaison pourrait être faite avec le rôle justificatif de la répression nassérienne dans l'affirmation violente de certains groupes en Egypte, comme l'ont montré de nombreux travaux devenus classiques.

niste et dans la revendication d'une constitution islamique toujours promise mais jamais adoptée par les parlementaires lorsque cela avait été possible, comme en 1968. Ils n'avaient que très rarement joué une carte politique autonome, pensant compenser par leur qualité et leur influence sur la direction du grand parti traditionnel la faiblesse numérique et l'extrême étroitesse de leur base sociale.

Toutefois, l'exil d'une grande partie des responsables du FCI pendant les années 1969-1977 permit de nouer des liens plus importants avec les autres groupes islamiques du monde arabe ainsi qu'avec quelques Etats, à commencer par l'Irak et la Libye, ce dernier pays abritant l'opposition durant de longues années. Ces contacts furent fructueux à deux niveaux. D'une part, de nombreux cadres purent acquérir une formation militaire, les techniques de la clandestinité, une connaissance des réseaux d'organisations islamistes armées dès la seconde guerre contre Israël. Ainsi, durant cette période, un responsable comme Mahdi Ibrahim (devenu après juin 1989 d'abord ambassadeur à Genève, puis directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, enfin, depuis février 1995, ministre à la Présidence), acquit une réelle dimension politique comme véritable coordinateur militaire de l'opposition. D'autre part, c'est durant ces années d'exil que prend forme la stratégie financière des islamistes. Alors que Sadeq el-Mahdi dépensait l'aide reçue des Etats hostiles à Nimeiri pour entretenir ses partisans, Cherif al-Hindi, le leader du PDU qui était la deuxième grande composante de l'opposition, envoyait des cadres intermédiaires de son parti se former à l'étranger. Les islamistes, quant à eux, donnèrent une bonne partie des fonds à des commerçants qui leur étaient acquis afin qu'ils les fassent fructifier dans le Golfe. Cheikh Abdelbasit, Osman Khaled Moudawi, Tayyeb el-Nous, pour ne citer que les plus riches d'entre eux aujourd'hui, virent leur fortune s'accroître, à charge pour eux de reverser une fraction des bénéfices à leur organisation. Nous reviendrons plus avant sur ce point.

Au terme de cette période 1969-1977 de croissance du mouvement islamiste, les enseignements étaient donc plus substantiels que les réels acquis politiques. Le talent politique des dirigeants islamistes soudanais fut de s'atteler à combler les déficits du mouvement en faisant preuve de réalisme, de pragmatisme ou, pour être plus rigoureux, d'opportunisme dans leur compréhension de certaines dynamiques politiques et dans leur quête de nouveaux adhérents. La société soudanaise a connu une profonde mutation durant les années soixante-dix à cause des effets directs et indirects de la rente pétrolière dont bénéficiaient des Etats voisins : cela s'est traduit par des flux d'aide financière et des éléphants blancs, comme ces projets de développement agro-industriel qui devaient faire du Soudan le grenier à blé du monde arabe, mais aussi par l'émigration d'une partie des cadres soudanais vers le Golfe et donc par le développement d'une économie souterraine dont l'importance a crû jusqu'à aujourd'hui. A l'inverse du Fonds monétaire international (FMI), de l'Etat soudanais ou des partis politiques traditionnels, le mouvement islamiste a utilisé plus que subi ces transformations, sans doute grâce à sa composition sociale qui reflétait mieux que celle de toutes les autres organisations politiques les dynamiques induites par cette recomposition de l'économie soudanaise.

## *La fragile construction de l'hégémonie*

En 1977, la " Réconciliation nationale " permettait le retour de Sadeq el-Mahdi à Khartoum et la libération de Hassan el-Tourabi. Il y eut alors un accord implicite entre le dictateur et le dirigeant islamiste : ce dernier obtenait une grande latitude dans son action politique à condition de ne jamais tenter de mobiliser sa base urbaine contre le régime. Après quelques mois de méfiance partagée, les islamistes furent associés à la gestion gouvernementale et purent reprendre leurs activités partisans d'autant plus facilement qu'ils étaient seuls à jouir de l'ouverture. Le parti Oumma restait hésitant sur son implication dans l'État nimeiriste et les nombreuses volte-faces de Sadeq el-Mahdi après son retour anticipaient les hésitations et l'immobilisme de sa gestion entre 1986 et 1989. Elles étaient à ce moment-là plus teintées de préoccupations réellement démocratiques qui firent défaut plus tard. Quant au dirigeant du PDU, Cherif al-Hindi, il refusait de revenir dans son pays tant que Nimeiri serait au pouvoir (basé à Londres, il mourut en 1982 lors d'un voyage à Athènes).

Ce choix ne fit pas l'unanimité dans l'organisation, bien au contraire. Celle-ci, comme tout groupe ayant connu la clandestinité et une certaine atomisation imposée par l'exil et la répression, se divisait rapidement sur la légitimité d'une telle décision tout en reprenant certains débats, qui n'avaient pas été réellement tranchés par le congrès de 1968 et que le coup d'Etat de 1969 avait interrompus. Des groupes de l'ancien FCI, demeurés au Soudan durant la décennie nimeiriste, avaient été durement éprouvés par la répression féroce dont ils avaient été l'objet ; ils éprouvaient les plus grandes réserves devant un pacte avec l'ancien ennemi et quittèrent le mouvement après quelques mois. Les relations entre la direction islamiste et les Frères musulmans *stricto sensu*, déjà très mauvaises à la fin des années soixante, se dégradèrent rapidement : le " putsch " de Hassan el-Tourabi - c'est-à-dire l'imposition du tout-politique dans l'organisation - n'était pas oublié et la question récurrente du rôle de l'état-major de l'organisation internationale des Frères musulmans (contrôlé par des Egyptiens) par rapport au mouvement soudanais faisait écho à toutes les tensions que suscitait le passé colonial égyptien à Khartoum. L'hostilité du mouvement tourabiste aux Frères musulmans, moins doctrinale que politique, ne se dissipait donc pas ; ceux-ci ne ménageaient guère Hassan el-Tourabi puisqu'une de leurs revues lui déniait, au début des années quatre-vingt, son statut d'intellectuel musulman au point de voir en lui un " innovateur " qui essayait de diviser l'Oumma et de tromper les musulmans : les réconciliations périodiques ne pouvaient faire oublier ces relations exécrables et, au-delà du nationalisme du dirigeant soudanais, mettaient en relief son ambition déjà affirmée de jouer à terme un rôle important dans la recomposition du mouvement islamiste arabe et mondial après la Révolution iranienne et le début de la guerre en Afghanistan. D'ailleurs, les relations avec ces regroupements avaient commencé bien avant et avaient eu pour cadre certaines capitales autant européennes qu'arabes. La fameuse Conférence arabe et populaire fondée par Hassan el-Tourabi au début de 1992, lorsque l'amertume provoquée par la défaite irakienne est la plus aiguë dans les secteurs radicaux de l'opinion arabe, est un projet qui a mûri dans ces années nimeiristes et a été adopté lors du congrès du FNI en 1988. Certes, la participation à la gestion nimeiriste eut des effets contrastés car elle troublait quelque peu l'image de mouvement protestataire et anti-occidental des islamistes soudanais : Nimeiri était perçu à juste titre



comme le seul véritable allié de Sadate et des Américains, notamment après son soutien aux accords de Camp David. Mais la méfiance initiale disparaissait dès lors que les fondamentalistes gagnaient des points dans l' " islamisation " de l'Etat ou de la société soudanaise.

Ensuite, le chef charismatique comprit très rapidement la nécessité d'un groupe de cadres qui soient attachés à sa personne plus qu'à l'organisation. Il disposait déjà d'une " garde rapprochée " qui parvint aux postes décisionnels après 1989 mais il avait, plus que d'autres, l'intuition qu'il fallait offrir des postes de responsabilité à des jeunes pour donner du mouvement islamiste une image plus attractive et moderne que celle des partis traditionnels, où le niveau de responsabilité d'un militant était toujours inversement proportionnel à la distance qui le séparait de la famille du dirigeant. C'est dans ce cadre qu'il faut analyser le mouvement de rénovation (*tajdid*) qui prit son essor à partir de 1979 avec l'émergence de jeunes cadres qui partirent rapidement se former aux techniques de communication dans les universités occidentales. Cette initiative correspondait également à la volonté de réformer un mouvement qui demeurait alors trop figé au goût de son dirigeant et n'avait pas pris conscience du changement social impressionnant occasionné par l'émergence des Etats rentiers dans la région. Ses membres se retrouvèrent après le coup d'Etat de 1989 à des postes de responsabilité qui, sans être toujours de premier plan, leur donnaient une importance réelle dans la mise en oeuvre des choix politiques de la direction islamiste, notamment au niveau de l'information et de la diplomatie, considérés comme des domaines réservés.

Analysée sous un autre angle, une telle initiative traduit la très forte valorisation du savoir universitaire et le culte de la compétence technique que l'ancien professeur de droit à l'Université de Khartoum n'a jamais abandonnés durant toute sa vie, jusqu'à en faire l'une des conditions implicites d'accès à des responsabilités dans l'appareil du Front. Elle exprime également le rapport extrêmement ambigu du dirigeant islamiste soudanais avec l'Occident qui le fascine autant qu'il l'irrite. Quoiqu'aient entrepris certains responsables politiques français pour les séduire, les islamistes soudanais demeurent fascinés par les Etats-Unis et ne s'attarderont guère sur cette amitié particulière à l'heure où la réconciliation avec le " grand Satan " aura sonné...

Enfin, les islamistes, forts de l'expérience désastreuse des communistes qui étaient arrivés au sommet du pouvoir en 1969 avec Nimeiri mais avaient été physiquement éliminés en 1971, comprirent qu'il leur fallait dépasser l'illusion léniniste : l'Etat n'était pas le pouvoir sauf à en extirper tous les ennemis potentiels et les tièdes, et à redéfinir les rapports tissés entre lui et la société civile. Contrairement à d'autres groupes, par exemple le mouvement égyptien *Takfir wa Hijra*, le mouvement tourabiste n'eut aucune sympathie à aucun moment pour l'établissement d'une contre-société. Les liens familiaux et sociaux extrêmement forts de la société soudanaise, la faiblesse de l'urbanisation, l'étroitesse de la base sociale des militants et, peut-être surtout, les ambitions très exotériques de son dirigeant charismatique rendaient un tel choix complètement impensable pour cette organisation : l'enjeu était d'abord l'Etat puis la mise en application du projet civilisationnel, *al-machrou' al-hadari*. La tâche était longue et les années nimeiristes n'y suffirent pas mais le travail est remis sur le métier dès le coup d'Etat de juin 1989. Cela impliquait une démarche à des niveaux très différents : élargir de façon volontariste sa base sociale, notamment dans les catégories sociales qui prospéraient à l'ombre de l'Etat, modifier la fameuse " superstructure " (ce concept marxiste n'aurait sans doute pas été récusé)... Ain-

si jusqu'en 1985, l'influence des islamistes se manifesta dans plusieurs domaines. La question de la *chari'a*, longuement débattue dans les années cinquante et soixante, fut remise à l'ordre du jour et Nimeiri inaugura un code pénal superficiellement inspiré par le droit islamique en septembre 1983. Mais une autre facette de leur activité mérite une mention spéciale : l'implantation d'une part dans l'armée et l'appareil d'Etat, d'autre part dans les secteurs les plus extravertis et donc rentables de l'économie soudanaise, aspects qui sont développés plus avant dans ce texte.

Bien que les derniers mois du régime Nimeiri eussent été difficiles pour les islamistes (leur chef fut même emprisonné durant quelques semaines et essaya d'utiliser cette incarcération pour se refaire une virginité politique), le bilan de ces huit années de participation au pouvoir était donc très positif pour eux. La fondation du FNI en 1985 constitua la synthèse de ces transformations sociales et politiques, après 16 ans de dictature et 13 ans de parti unique. Près de trois mille personnes (dont des femmes et des Sud-Soudanais) participèrent à ce congrès constitutif. Contrairement aux années soixante, le FNI ne faisait plus une place aux groupes en tant que tels : l'adhésion était individuelle et le Front essaya d'emblée de recruter des gens disposant d'une certaine aura sociale. L'accent était mis sur l'accord politique avec le mouvement et non sur une idéologie commune aux contours parfaitement délimités. Entre 1985 et 1986, Hassan el-Tourabi sut également s'attirer les bonnes grâces du Conseil militaire transitoire (CMT), présidé par le général Sawar al-Dahab, et du gouvernement intérimaire dont le Premier ministre Dafallah Djizouli partageait d'ailleurs nombre des idées islamistes. Les autres partis politiques et les " forces modernes " (syndicats, associations professionnelles, etc.), plutôt proches de la gauche et du PCS, associaient les militaires et les islamistes au régime Nimeiri, prédisposant ainsi les premiers à une sympathie pour les seconds. Ensuite, alors que les vainqueurs de l'*intifada* - partis traditionnels, syndicats et associations professionnelles - sombraient dans des querelles intestines tout en s'efforçant de convaincre Garang de revenir à Khartoum, la presse des islamistes prenait fait et cause pour l'armée dans la guerre au Sud-Soudan : l'armée était ainsi l'objet d'une campagne de séduction qui porta ses fruits puisque le CMT refusa d'abroger les " lois de septembre ", c'est-à-dire la trop fameuse *chari'a* décrétée en septembre 1983.

Les élections d'avril 1986 constituèrent une divine surprise pour les islamistes : malgré sa collaboration avec Nimeiri, le FNI obtint 51 sièges au Parlement, contre 100 au parti Oumma et 63 au PDU<sup>9</sup>. L'analyse des votes souligne deux points importants. A l'inverse des années soixante, le FNI devenait hégémonique pour les élections au sein des diplômés (22 sièges sur 28) mais cette victoire correspondait surtout à une excellente organisation qui permit de faire voter ses sympathisants dans des circonscriptions de diplômés où quelques dizaines ou centaines de votes permettaient de triompher. Les vrais succès du FNI se produisirent moins à Khartoum que dans les villes moyennes où ses candidats surent profiter des divisions des deux partis traditionnels. Jusqu'au coup d'Etat de juin 1989, les islamistes purent maintenir la pression sur ceux-ci en usant toujours

---

<sup>9</sup> La comparaison du nombre de sièges obtenus par les différents partis n'est pas une bonne indication de leur soutien dans la population, non seulement à cause des déséquilibres démographiques importants entre circonscriptions géographiques, mais aussi à cause de l'existence de circonscriptions spéciales pour les diplômés et des conditions de guerre qui prévalaient dans une bonne partie du Sud du pays, empêchant près d'un tiers de la population de participer au processus électoral.

des deux mêmes arguments : une ligne très dure et proche des secteurs les plus radicaux de l'armée à propos du Sud, un accent mis sur le " vrai esprit de l'islam " qui permettait d'interpeller à tout propos les autres leaders sur la justification islamique de leurs actes. Le retour du FNI au gouvernement faillit permettre l'adoption d'une nouvelle législation islamique en juillet 1988<sup>10</sup> en remplacement de celle de septembre 1983 mais, au dernier moment, le PDU s'opposa à la ratification du projet de loi, qui fut retiré après une seconde lecture. Il fut mis en application en janvier 1991 après un toilettage qui en durcit certains articles et en conforta l'esprit traditionaliste, y compris dans les dispositions du droit civil islamique pourtant toujours appliqué depuis l'indépendance.

La période postérieure à juin 1989 n'est pas toujours très aisée à analyser, faute de recul suffisant. Plusieurs moments peuvent néanmoins être définis. Le premier, étudié ailleurs<sup>11</sup>, est celui d'une ambiguïté cultivée sur la nature réelle du pouvoir. Les militaires occupaient le devant de la scène mais ne gouvernaient pas, les mises à pied des opposants des islamistes se multipliaient dans tous les secteurs de l'appareil d'Etat, la rhétorique gouvernementale était plus celle d'un nationalisme ombrageux mâtinée d'islam qu'une affirmation islamiste directe et franche. Certes, cela n'abusait pas les observateurs malgré le soutien déconcertant de l'Egypte et de la Libye à Khartoum, mais une bonne partie de l'opinion publique soudanaise voulait y croire et ne se réveilla qu'au moment de l'exécution des 28 officiers supérieurs soupçonnés d'avoir tenté un coup d'Etat en mars 1990. Le pays était alors gouverné par une énigmatique structure clandestine islamiste, le Comité des 40<sup>12</sup>.

La crise du Golfe constitua un tournant important. Malgré la prudence des islamistes, le président Omar el-Bechir prit fait et cause pour l'Irak peu après l'invasion du Koweït, sans doute sous la pression d'une délégation militaire de haut niveau venue de Bagdad ; celle-ci était importante pour l'armée soudanaise car elle venait évoquer la coopération militaire alors que la lutte contre Mengistou battait son plein en Erythrée et en Ethiopie voisines et que les militaires soudanais réfléchissaient déjà à la relance de l'offensive au Sud-Soudan. Ce choix, qui apparut dans un premier temps suicidaire aux islamistes, permit à leurs dirigeants, après quelques mois d'expectative, de passer à une phase nouvelle de la mise en oeuvre de leur projet : celle de l'affirmation islamique. L'islamisation du régime prend alors un tour plus marqué et les cadres du FNI quittent peu à peu leur position semi-clandestine pour prendre pied ouvertement dans l'appareil d'Etat. Ce processus passe à un stade supérieur avec la dissolution en octobre 1993 du Conseil de commandement révolutionnaire (CCR), organe suprême (théoriquement) de la junte militaire.

Si les relations entre armée et islamistes demeuraient complexes, le rôle prépondérant acquis par ces derniers dans l'appareil d'Etat n'était plus du tout contestable. Les remaniements ministériels de juillet 1994 et février 1995 s'inscrivaient dans la logique d'une monopolisation du pouvoir par les seuls cadres du FNI malgré la cooptation de très rares

---

<sup>10</sup> Ce texte fut rédigé par Hassan el-Tourabi, qui était alors ministre de la Justice de la fragile coalition des trois partis.

<sup>11</sup> Cf Roland Marchal, *op.cit.*

<sup>12</sup> Sur la forme d'organisation interne, à la fois concentrique et pour une part acentree, il faut se reporter à la description donnée dans mon article de 1992.

personnalités du parti Oumma et du PDU à des postes essentiellement techniques. Le redécoupage administratif du pays en 26 Etats et le processus électoral entamé dès le début de l'année 1995, autant que le développement de fondations islamiques ou d'associations caritatives évoqués plus avant, participent de cette même stratégie.

### *Hassan el-Tourabi comédien et martyr ?*

Pour comprendre certaines des particularités du mouvement islamiste soudanais, il faut revenir sur quelques facteurs de son histoire, au premier rang desquels la personnalité de Hassan el-Tourabi, qui y joue un rôle central. Pour une large part sa centralité est due aux succès de sa politique car il n'a cessé de pousser à la marge, depuis son retour au Soudan, tous ses rivaux potentiels. L'ambition de l'homme est extrême et son habileté à provoquer des rivalités qui affaiblissent ses concurrents tout en consolidant son pouvoir est souvent jugée machiavélique par les perdants. Mais il convient de mentionner aussi la responsabilité des médias internationaux qui, en se concentrant sur le personnage, le légitiment par rapport à sa propre base et occultent le plus souvent les autres personnalités de la direction qui n'ont pas la même souplesse rhétorique<sup>13</sup>, mais surtout la complexité de la situation soudanaise en en donnant une perception tronquée ou superficielle.

Deux exemples peuvent illustrer ces considérations. Lors d'un entretien avec un hebdomadaire français<sup>14</sup>, Hassan el-Tourabi s'est déclaré réticent à inscrire l'apostasie dans le code pénal. Grandeur et tolérance de l'homme d'Etat qu'il est, et qui pourrait citer le Coran pour rappeler qu'« en religion, il n'est point de contrainte ». Pourtant, il s'est réjoui de la pendaison du dirigeant des Frères républicains, Mahmoud Mohamed Taha, en janvier 1985 pour apostasie<sup>15</sup>, car ce groupe développait une lecture ésotérique du Coran<sup>16</sup>

---

<sup>13</sup> Expérience personnelle significative : une revue française avait la possibilité de publier un entretien avec Ali Osman Mohamed Taha, qui donnait une idée précise de la stratégie sociale mise en oeuvre par le régime soudanais. Mais elle préféra l'inévitable mais médiatique discussion avec Hassan Tourabi, qui n'apportait rien de nouveau. Curieux d'être ainsi prisonnier de son propre piège : la médiatisation se nourrit d'elle-même. Le dirigeant soudanais a d'ailleurs une analyse très lucide de la presse internationale : lors d'une rencontre en mars 1994, il me montra un groupe de visiteurs d'Asie centrale ex-soviétique qui avait entrepris le voyage à Khartoum après la lecture d'un article du *Time* américain : « Peu importe qu'on parle mal de moi du moment qu'on en parle car ainsi les gens viennent me voir ». Voir dossier Soudan in *Politique Internationale*, n 64, été 1994.

<sup>14</sup> *Le Nouvel Observateur*, 25-31 août 1994, pp. 34-35.

<sup>15</sup> « QUESTION : Pourquoi avez-vous approuvé l'exécution du Cheikh Mahmoud Mohamed Taha ? HAS-SAN EL-TOURABI : C'est un apostat, qui est devenu un pion de l'Occident en terre d'islam car il a tenté de supprimer le djihad pour laisser les musulmans sans défense devant l'hégémonie occidentale et d'introduire le marxisme, le capitalisme, le libéralisme occidental au sein de l'islam. Depuis les années soixante, il n'a cessé de prêcher la paix avec Israël et a soutenu Nimeiri lorsque celui-ci a liquidé les Ansar à Aba en 1970 puis les communistes en 1971. Il s'est érigé en Dieu pour modifier les piliers de la chari'a et s'est prononcé contre son application au Soudan. Je trouve qu'il a mérité son sort », entretien avec Amina as-Saïd in *Al-Ahañ*, 01/05/85.

<sup>16</sup> On peut sans doute y voir une interprétation radicale de la pensée d'Ibn Arabi dans un contexte moderne. Ce groupe, qui s'efforçait de développer une seconde lecture du Coran en mettant l'accent plus sur la moralité des écrits de La Mecque que sur les injonctions normatives des écrits de Médine, n'avait aucun problème avec les grands courants religieux de l'islam soudanais...

et avait sur le campus de l'Université de Khartoum une influence qui gênait considérablement le développement des thèses islamistes. Bien que le crime d'apostasie ne fût pas mentionné dans le code pénal de 1983, ce penseur religieux, âgé de plus de 70 ans, fut donc pendu, après avoir vu ses ouvrages brûlés, sa femme répudiée, ses biens confisqués et les activités de son mouvement suspendues. Lorsqu'une nouvelle version du code pénal fut discutée en 1988, le ministre de la Justice qu'il était alors fit inscrire le crime d'apostasie dans le nouveau code pénal<sup>17</sup> car il voulait éviter qu'on revienne, comme en 1986, sur l'exécution du vieux chef des Frères républicains. Quel est l'intérêt de tels obscurs détails historiques ? Mieux vaut dissenter sur la francophonie du leader islamiste ou sur des camps d'entraînement plus ou moins avérés !

Pourtant, un second exemple permet de montrer que rien n'est simple. La question du voile<sup>18</sup> à Khartoum connaît de multiples péripéties depuis 1989 : s'il n'y a pas de disposition légale pour l'imposer, les pressions multiformes se sont multipliées dans les administrations et dans les rues, où des femmes peuvent subir les insultes des jeunes agents de la sécurité sous prétexte que leur coiffure n'est pas conforme à " la " religion. Hassan el-Tourabi est venu lui-même en 1993 plaider la tolérance sur le campus contre ses propres militants qui entendaient imposer le port du voile par la force aux étudiantes. Le dirigeant soudanais n'a pas fait cela pour la consommation extérieure car très peu d'étrangers sont au courant de son initiative. Un tel acte a sans doute moins à voir avec les conceptions du penseur islamiste sur les femmes (encore qu'il soit plus moderniste que la grande majorité des théoriciens maghrébins) qu'avec sa conception de la liberté universitaire (qui ne va pas au-delà des locaux de l'Université...).

La complexité du personnage est donc réelle et tient, déjà, à son origine. En effet, le statut de sa famille est tout à fait remarquable : son ancêtre à la sixième génération, Daffallah El-Tourabi, fut un Mahdi<sup>19</sup> dans les dernières années du royaume de Sennar (1504-1821). Malgré son échec, ses descendants n'en bénéficient pas moins d'une aura particulière, que Hassan el-Tourabi sait fort bien utiliser. Au niveau confrérique, sa famille appartient ensuite à l'importante (mais trop décentralisée) Qadiriyya avant de rejoindre la Khatmiyya, pour finalement se retrouver derrière le Mahdi, arrière-grand-père de Sadeq. L'islam soufiste est si prégnant dans la culture soudanaise que ses partisans l'appellent " Cheikh Hassan ". La différence entre Sadeq el-Mahdi et Hassan el-Tourabi dans leurs rapports avec leur base, en dépit des mêmes rapports religieux d'allégeance, est qu'il s'agit, pour le premier, de couches rurales sans instruction, alors que pour le second, ce sont des urbains instruits. De cette différence découle une autre, maintes fois énoncée

---

<sup>17</sup> Il s'agit de l'article 126 ; ses manifestations visibles ne sont pas précisées. Pour une analyse de l'évolution juridique la plus récente voir Akolda M. TIER, « Islamization of the Sudan's Laws and Constitution : its Allure and its Impracticability », *Verfassung und Recht in Übersee*, 1992, pp. 199-219. Pour une analyse plus historique, consulter Hervé BLEUCHOT, *Les cultures contre l'homme ? Essai d'anthropologie historique du droit pénal soudanais*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-en-Provence, 1994.

<sup>18</sup> On n'affirme pas ici que cette question est essentielle dans la caractérisation du mouvement, pas plus d'ailleurs que dans une évaluation de la condition féminine au Soudan.

<sup>19</sup> Nom donné en Islam à un envoyé de Dieu, attendu pour compléter l'oeuvre du Prophète Mohamed. Le plus célèbre dans l'histoire soudanaise est l'arrière-grand-père de Sadeq el-Mahdi qui mit fin à la colonisation ottomane.

par Hassan el-Tourabi lui-même : “ Sadeq el-Mahdi se qualifie d’islamiste ; sur ce point aucune différence fondamentale ne nous sépare. Cependant il est né dans la tradition : son grand-père n’était-il pas le Mahdi ? Or notre idéal n’est pas l’Etat mahdiste du XIX<sup>e</sup> siècle. Notre mouvement est bien ancré dans son siècle ”. Une autre qualité du leader du FNI est d’incarner le mouvement dans toutes ses composantes et dans son histoire. Il est capable de s’adresser aux soufistes ou aux wahhabites de son organisation, aux traditionalistes ou au courant moderniste en se situant d’emblée à l’intérieur de leurs catégories de discours. On retrouve également ce type d’attitude sur la violence car il peut à la fois se réjouir d’actes brutaux et prêcher sincèrement l’action pacifique. Cette attitude ambiguë n’est pas dirigée seulement vers les étrangers mais également vers sa propre base. Cette aptitude tactique peut constituer à terme une source de faiblesse, mais il sait jouer sur plusieurs légitimités qui fondent l’obéissance de ses partisans : il est tout à la fois chef politique et savant religieux, ou leader d’une modernité islamique rêvée par d’importants secteurs de la jeunesse islamique.

Une telle flexibilité produit des effets sur l’attitude des militants du Front. D’abord, le mouvement n’a pas d’idéologie au sens propre. Cela lui a permis d’agglomérer des groupes islamiques relativement disparates, Frères musulmans *stricto sensu*, *Ansar as-Sunna* (wahhabites), confréries religieuses (Tidjaniyya, certains segments de la Qadiriyya, etc.) sans se couper de l’islam soudanais profondément lié au soufisme : en effet, à la différence de bien d’autres mouvements islamistes, les partisans de Hassan el-Tourabi ne militent pas directement pour un islam salafiste, même si leur insistance sur le *djihad* les inscrit dans ce courant de pensée et si cet aspect tend à devenir prioritaire. Cette flexibilité leur évite de s’aliéner au premier contact les masses rurales musulmanes qui voient avec sympathie l’exigence de la *chari’a* ou d’un Etat islamique, mais n’accepteraient jamais la remise en cause de certaines de leurs pratiques religieuses confrériques peu conformes à une stricte orthodoxie coranique. Néanmoins, cette ouverture soulève depuis le coup d’Etat de nombreuses tensions avec les Frères musulmans et le groupe wahhabite *Ansar as-Sunna*, très lié à l’Arabie saoudite. Ainsi, en janvier 1994, un commando a cherché à éliminer le numéro deux des *Ansar as-Sunna*, tuant près d’une vingtaine de personnes dans une mosquée d’Omdourman. Cette action s’est produite après une tentative infructueuse du ministre de la Planification sociale, Ali Osman Mohamed Taha, aujourd’hui ministre des Affaires étrangères, pour prendre le contrôle de toutes les mosquées du pays. Différents tracts ont circulé alors à Khartoum, expliquant qu’il était peu probable dans une cité aussi quadrillée par la sécurité qu’un commando agisse de la sorte sans ordre supérieur ; les noms de Ghazzi Salah ed-Din, alors ministre à la Présidence et aujourd’hui Secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères et d’Abd el-Rahim Hussein, alors ministre de l’Intérieur, ont été cités, le procès des meurtriers s’est passé dans des conditions pour le moins curieuses, le coupable - un “ Afghan ” d’origine libyenne - a été exécuté sans avoir rien dit sur ses commanditaires. Une réconciliation entreprise par le général Omar el-Bechir à la fin de l’année 1994 a été négociée avec les dirigeants les plus quiétistes de ce mouvement sur la base du *statu quo* dans le contrôle étatique des mosquées. Quant à celle avec les Frères musulmans, elle s’est traduite bien vite par une nouvelle scission au sein de cette organisation...

## Aspects de l'économie politique du FNI

Le succès de la stratégie du FNI ne peut cependant s'interpréter seulement à l'aune du génie politique de son dirigeant charismatique, quoi qu'en disent aujourd'hui ses thuriféraires. Si un rapide rappel historique met l'accent sur la capacité de ce mouvement à rebondir, il souligne aussi que ce groupe acquiert des positions particulièrement fortes parce qu'il n'a guère d'opposition très organisée en face de lui. A tout prendre, il demeure d'ailleurs un mouvement dont l'ancrage reste principalement dans l'élite sociale du pays, même si cet aspect doit être nuancé. De plus les islamistes, pour des raisons qui tiennent pour beaucoup à leur nature sociologique, ont su mieux ou plus vite que d'autres appréhender des transformations sociales et les utiliser, en faisant preuve à l'occasion d'une flexibilité bien étrangère à leurs engagements idéologiques.

### *Les erreurs et faiblesses des partis traditionnels*

Les fondamentalistes ont réalisé plutôt tardivement, au milieu des années soixante-dix, que jouer la mouche du coche des partis traditionnels leur ôtait tout espoir de prendre ou de partager le pouvoir. A partir de cette date, ils ont souligné de façon délibérée et à tout propos leurs différences avec ces grandes organisations politiques et ont ainsi pu recruter dans des secteurs de la population qui n'étaient pas ou étaient faiblement représentés jusqu'alors dans la classe dominante tant économique que politique du Soudan. Si certains dirigeants comme Hassan el-Tourabi, Ghazzi Salah ed-Din, Ibrahim Senoussi, Yassin Omar el-Imam appartenaient à cette strate supérieure de la société, des hommes comme Mahdi Ibrahim ou Ali el-Haj n'avaient *a priori* que peu de chances d'en faire partie à cause de leur origine régionale : originaires de l'Ouest du pays, ils sont dépréciés par la bonne société. Le FNI a donc pu capter une contre-élite en formation, d'autant qu'il a mis un terme à son élitisme idéologique à un moment où l'on assistait à une "massification" (certes relative) de l'enseignement et à une diversification du recrutement universitaire. Seul le PCS aurait pu endiguer une telle dynamique mais, outre une conjoncture internationale fort défavorable, il était déjà très marqué sociologiquement puisque ses cadres, à commencer par Ibrahim Nogoud ou Ezz ed-Din Amer, étaient issus le plus souvent de la bourgeoisie traditionnelle nubienne et/ou du Nord. De plus, l'expérience nimeiriste l'avait décapité et lui avait enlevé pour longtemps toute crédibilité sur des thèmes mobilisateurs comme la lutte pour la démocratie : seules les dernières années de Nimeiri, dictateur reconverti alors, pour conserver son pouvoir, à un islam intransigeant, lui ont offert un espace mais son organisation avait trop souffert pour peser dans les moments décisifs...

Ce succès réel du FNI doit cependant être tempéré car la sous-représentation des régions périphériques du Soudan (Est et Ouest) demeure une réalité jusqu'à aujourd'hui. De plus, la sociabilité des dirigeants islamistes n'a pas contribué à élargir le cercle des élus : la prégnance des hiérarchies ethniques, la pesanteur des liens familiaux et un ethos de classe peu égalitaire excluent facilement ceux qui ne disposent pas d'un capital social propre suffisant. Une illustration, pour prendre un cas datant de février 1995, en est la relative disgrâce qui affecte Mahdi Ibrahim ou Ali el-Haj, marginalisation dont les causes

personnelles semblent, autant qu'on le sache, au moins aussi importantes que les désaccords politiques relativement mineurs.

Si les islamistes disposaient donc d'atouts pour " capturer " les membres potentiels d'une contre-élite, ils ont également attiré les déçus des grands partis qui, pour des raisons variées, n'avaient pas obtenu le prestige, les responsabilités et les ressources qu'ils pensaient mériter : Osman Abdelkader Abd el-Latif, seule personnalité Oumma du gouvernement depuis juin 1989, en est le meilleur exemple<sup>20</sup>. Cet argument vaut également pour les ralliés d'après le coup d'Etat : il faudrait beaucoup d'innocence pour ne pas voir que des négociations très prosaïques ont accompagné le ralliement au régime de certains notables ruraux ou de personnalités religieuses, sans même parler des Sud-Soudanais, comme Alice Loukoudou, qui font ainsi carrière et voyagent à l'étranger en disqualifiant les arguments simplistes d'une opposition qui qualifie souvent de façon irresponsable la guerre au Soudan de conflit entre Arabes et Africains. Ce déplacement des allégeances politiques a été possible à cause de l'incroyable aveuglement des dirigeants des grands partis, qui n'ont pas su ou voulu, après le soulèvement de 1985, réorganiser l'appareil de leurs partis en y faisant une place à la jeune génération.

Le FNI a donc représenté un réel contre-modèle politique modernisateur. Certes Hassan el-Tourabi s'est constitué peu à peu son propre groupe de partisans, profondément attachés à sa personne plus qu'à son organisation, mais la constitution de cette " cour " ou de cette " coterie " a suivi des procédures un peu plus politiques que la seule logique des alliances matrimoniales qui préside le plus souvent à l'intégration dans les cercles dirigeants du PDU ou du parti Oumma. Cette appréciation doit cependant être nuancée aujourd'hui, dans la mesure où l'aspiration dans l'appareil d'Etat de la direction du FNI et la décantation induite par près de six années de gestion gouvernementale ont considérablement " retraditionnalisé " le parti islamiste. Derrière l'affirmation toujours répétée de la dissolution du Front tenu par les principaux dirigeants depuis juin 1989, peut-être faut-il voir également une dénégation des aspirations d'une base autrement plus radicale que ses chefs parce qu'elle ne peut goûter aux mêmes avantages. La frustration est telle que certains notables du FNI en sont victimes<sup>21</sup> car elle provoque des poussées protestataires de radicalisme populiste, dont le journaliste Mohamed Mohamed Taha est sans doute l'un des porte-parole les plus virulents.

Une autre remarque est peut-être plus paradoxale. Les analystes soulignent souvent la grande proximité " religieuse " qui peut exister entre les partisans de Sadeq el-Mahdi et les islamistes. Les premiers appartiennent certes aux *Ansar* (" Compagnons du Prophète "), groupe qui communique dans le souvenir du Mahdi et du soulèvement victorieux du XIX<sup>e</sup> siècle contre la colonisation égypto-ottomane et est souvent qualifié de " quasi-

---

<sup>20</sup> On aurait pu citer, parmi mille autres, les cas d'Ahmed Suleiman, diplomate aujourd'hui en poste aux Etats-Unis, homme de lettres et ancien membre du PCS avant de devenir un polémiste talentueux du Bureau exécutif du FNI, et de l'ancien ministre de la Culture et de l'Information, Abdel Basit Sabderat, ancien membre du PCS et homme de lettres également dont les convictions politiques demeurent mystérieuses jusqu'à aujourd'hui...

<sup>21</sup> L'un des fils de Hassan Tourabi entretient ainsi des relations tumultueuses avec des agents de la Sécurité qui l'accusent de très nombreux trafics. D'autres dirigeants auraient été arrêtés en pleine discussion avec de jeunes prostituées, etc. Comme toujours, la corruption sexuelle et économique se conjugue pour disqualifier les conseillers du Prince, ce dernier restant pour l'instant peu affecté par ce type de critiques.



*tariqa* ” ; mais les pratiques religieuses induites par la lecture du *khatib* mahdiste laissent peu de place au *zikhr*, tel qu’il est conçu habituellement par les confréries<sup>22</sup> et sont donc très proches de celles des islamistes. Pourtant, la plupart des cadres islamistes ont une histoire familiale qui les situerait plutôt parmi les membres potentiels du PDU<sup>23</sup>. Expliquer un tel décalage n’est pas aisé, bien que des hypothèses convergentes puissent être faites. D’abord, le PDU est un parti très faiblement structuré qui n’existe comme tel que lors des campagnes électorales ou lorsque le dirigeant de la Khatmiyya désire faire passer un message politique. C’est d’ailleurs l’un de ses plus grands problèmes dans l’exil car la confusion entre le champ confrérique et le champ politique, notamment au niveau financier, est extrême et la centralisation trop personnalisée et peu fonctionnelle. Cela peut expliquer pourquoi des jeunes, incapables de trouver une place dans une structure aussi patrimoniale, migrent vers un autre cadre politique qui leur ouvre de tout autres perspectives. D’un autre côté, le recrutement du PDU est largement urbain, commerçant ou petit fonctionnaire : les enfants de ses sympathisants ou de ses “ membres ” appartiennent donc à la base potentielle des militants du FNI.

Les assises du parti Oumma sont différentes, nettement plus rurales et insérées dans des relations d’échange économique et symbolique qui n’existent guère chez son concurrent. Enfin, le statut du leader est aussi qualitativement différent : le projet messianique propre à l’expérience mahdiste du XIX<sup>e</sup> demeure présent même s’il est retraduit pacifiquement selon la situation politique du moment. Cette dimension charismatique est d’ailleurs particulièrement pertinente lorsque sont évoqués d’éventuels accords entre le FNI et le parti Oumma avant et après 1989 : ces deux groupes et leurs dirigeants, peut-être parce qu’ils se ressemblent trop, ne peuvent guère s’associer durablement sans de fortes tensions dues à des légitimités de nature radicalement différente.

### *Demandes sociales et offre d’opportunités*

Faut-il y voir le fait du pragmatisme de Hassan el-Tourabi ou de l’ethos de l’élite soudanaise ? Le rapport de l’argent et de la politique a toujours été envisagé sans le moindre état d’âme par l’organisation islamiste. Son dirigeant a d’ailleurs discuté ce thème dans plusieurs conférences et ouvrages afin de justifier l’attitude très réaliste ou cynique qu’il préconise. Une telle réflexion n’est pas en soi surprenante dans la société soudanaise dans la mesure où les années soixante-dix ont été marquées par une transformation très nette de l’habitus économique par suite du contre-coup de la rente pétrolière et du développement de la corruption sur une très grande échelle. S’il faut en croire un vice-ministre des Finances en 1985, sur les 8 milliards de dollars d’aide extérieure reçus jusqu’au renversement du dictateur, seuls 2 ont été investis à l’intérieur du pays. Un proche de Nimeiri,

---

<sup>22</sup> Sur cette question on doit se reporter à l’article de Nicole GRANDIN, « Al-Sayyid Abd al-Rahman al-Mahdi (1885-1959) et l’héritage mahdiste au Soudan oriental » in *Le Cuisinier et le Philosophe. Hommage à Maxime Rodinson*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1982, pp. 217-226.

<sup>23</sup> Ainsi en est-il par exemple de presque tous les islamistes qui rentrent au gouvernement en février 1995.

Baha el-Din Mohamed Idriss, était connu comme “ Monsieur 10 % ”<sup>24</sup>. Cette situation avait d'ailleurs entraîné l'intervention du FMI dès 1979. A partir de cette date, plutôt que de mettre l'accent unilatéralement sur la libéralisation du change et le manque d'épargne, il eût fallu concentrer davantage l'attention sur les formes très particulières d'utilisation des devises étrangères et de l'épargne. Trois phénomènes se déroulaient alors sous le regard plutôt myope de l'institution financière de Washington : l'accroissement des migrations internationales, le développement rapide d'une économie souterraine au Soudan et les sorties de capitaux du pays. Quelques chiffres permettent de se faire une idée de leur ampleur. En 1985, plus des deux tiers des cadres et techniciens soudanais étaient employés en dehors du Soudan ; cette proportion a crû de façon exponentielle depuis 1989. En 1986, la Banque centrale du Soudan estimait que 1 400 millions de dollars avaient été changés sur le marché parallèle illégal pour 400 millions dans le circuit officiel. Enfin, entre 1977 et 1984, l'accroissement des biens soudanais en Égypte est évalué à plus de 14 milliards de dollars<sup>25</sup>.

Le FCI, ou plus tard le FNI, avait besoin d'argent pour exister, former ses cadres et acheter une clientèle. Le choix fut donc de concevoir l'organisation comme un véritable acteur économique. En effet les cotisations étaient minimales et constituaient plus un acte de socialisation politique et une marque de confiance à l'organisation qu'un véritable moyen de financement du fonctionnement. De plus, elles étaient collectées de façon décentralisée en suivant les découpages administratifs et, pour l'essentiel, ne remontaient pas à la direction du mouvement, qui devait trouver ses propres sources de financement pour assurer les activités centrales. Ainsi, c'est au cercle dirigeant et souvent à Hassan el-Tourabi lui-même que les collectes faites à l'extérieur du pays étaient adressées<sup>26</sup>. L'aide étatique aux islamistes soudanais semble n'avoir été importante que durant la période dite du Front national entre 1970 et 1977. Par la suite, d'autres ressources prirent la relève, sans doute au moins aussi avantageusement.

Une stratification informelle se cristallisait dès la fin des années soixante-dix. Certains militants du FNI, recrutés dès l'école secondaire, gravissaient les échelons de l'organisation et obtenaient des fonctions importantes dans la quête de financements, qui correspondaient également à leur volonté de se lancer dans le monde des affaires. Ces gens étaient, dans la mesure du possible, formés pour cela par leur propre cursus individuel ou grâce à l'aide de l'organisation. Certains furent ainsi rappelés après 1989 pour occuper des postes de hauts fonctionnaires dans l'appareil d'Etat. Le cas de Cheikh Sid-Ahmed est un bon exemple : islamiste depuis l'école secondaire, il quitte l'Université de Khartoum au terme de ses études d'économie en 1971 pour travailler dans les chemins de fer ; il rejoint Abd el-Rahim Hamdi (qui eût pu fournir une autre illustration de la même

---

<sup>24</sup> Mansour KHALED, *Nimeyri and the Revolution of the Dis-may*, Londres, KPI, 1985, p. 250; on peut lire tout le chapitre 4 pour en avoir d'autres détails croquants.

<sup>25</sup> Richard BROWN, *Sudan's Other Economy*, La Haye, Institute of Social Sciences, Working paper, mai 1990.

<sup>26</sup> Cela est l'une des causes de la panique qui régna pendant quelques semaines à Khartoum après l'agression dont Hassan Tourabi avait été victime en mai 1992 ; bien des dirigeants ont craint alors qu'il ne meure ou ne retrouve pas suffisamment de ses capacités intellectuelles pour indiquer la liste des avoirs et des comptes que le mouvement a dans certaines banques en Occident.

trajectoire) lorsque celui-ci ouvre la branche soudanaise de la Banque islamique Faysal en 1977 et prend ensuite la direction d'une société filiale, la Compagnie de développement islamique, puis - après un intermède dans les affaires - devient gouverneur de la Banque centrale de 1990 à 1993 pour redevenir ensuite directeur de la banque Fayssal. De nombreux cadres du FNI, comme le tristement célèbre Nafi Ali Nafi, professeur à la Faculté d'agriculture et responsable de la sécurité du FNI, ont été des salariés de cette dernière entreprise avant d'obtenir des fonctions plus élevées<sup>27</sup>.

Mais le recrutement était plus large car d'autres commerçants ou diplômés ont rejoint le Front pour des raisons étrangères à un véritable engagement idéologique et n'ont bénéficié de sa confiance que très progressivement. La grande idée du FNI était d'utiliser le dynamisme de certains de ses adhérents pour leur confier des capitaux à gérer et à faire prospérer pour le plus grand bien du groupe. Ainsi, entrer au Front ne relevait plus seulement d'un choix politique ou idéologique mais offrait également des opportunités de carrière tout à fait intéressantes pour des jeunes diplômés ne disposant pas de l'entourage social nécessaire pour se lancer seuls dans les affaires. Cette activité n'était pas purement désintéressée car le Front appliquait des conditions particulièrement attractives : les cadres rappelés de l'étranger afin de travailler pour lui ont toujours continué à percevoir le salaire qu'ils touchaient à l'étranger, tant les salaires soudanais risquaient de refroidir bien des ardeurs militantes.

Ce choix n'a pas toujours été accepté sans problème par la base ; pour s'en convaincre, il suffit de reprendre les seuls journaux du régime après 1989 et les campagnes qui y furent menées contre Abd el-Rahim Hamdi, ministre des Finances de 1990 à 1993 mais grand concepteur jusqu'à aujourd'hui de la politique d'ajustement structurel prônée par le FMI et conduite par le régime islamiste, coupable de vivre au Hilton et de percevoir un salaire " colossal " en devises fortes (le chiffre de 15 000 \$ était évoqué par la rumeur publique mais apparaît plutôt faible compte tenu des responsabilités qu'avait Hamdi à Londres avant de venir au Soudan) à une époque où celles-ci faisaient cruellement défaut au pays. Parmi les succès, il faut citer Osman Khaled Moudawi, membre de la vieille génération, qui débuta comme petit magistrat et prospéra grâce à la gestion des capitaux octroyés par l'aide libyenne au FCI après 1972 ; pour la jeune génération, Dafallah At-Tom est sans doute l'une des réussites les plus brillantes car, après des études de médecine à l'Université de Khartoum, il commençait à faire des affaires en 1979 et était déjà l'une des plus grandes fortunes du pays en 1985.

### *Réseaux spéculatifs et financement du FNI*

La question du financement du FNI est importante, non seulement pour évaluer les ressources disponibles d'un mouvement politique mais aussi parce qu'elle fournit des indications très précieuses sur le degré d'internationalisation et les relations symbiotiques que ce mouvement a pu tisser avec des notables, des groupes ou des institutions dans une grande partie du Proche et du Moyen-Orient. L'évaluation demeure ici bien évidemment qualitative mais l'exercice n'est pas dépourvu pour autant d'intérêt.

---

<sup>27</sup> Ses locaux ont également servi après juin 1989 de "ghost house", où des opposants étaient retenus et le plus souvent torturés ou malmenés.

Comme cela a déjà été évoqué, les anciens membres du FCI n'avaient pas coupé tous les ponts avec leur ancienne organisation ; des militants pouvaient demeurer dans son entourage immédiat par des mariages ou des amitiés tissés des années auparavant. Ces personnes étaient le plus souvent des techniciens ou des cadres qui avaient migré très tôt après le boom pétrolier dans les Etats du Golfe et y avaient acquis une surface financière tout à fait appréciable. Un démarchage systématique fut entrepris afin d'obtenir des dons, des prêts ou même l'accomplissement de tâches plus concrètes pour l'organisation. Cette approche fut couronnée de succès grâce au contexte international (révolution iranienne, montée en puissance des courants islamiques radicaux, etc.) mais également parce que les islamistes soudanais surent trouver des formes institutionnelles souples pour collecter l'argent ou mobiliser les énergies. Le financement d'une organisation politique n'était pas aussi consensuel que celui d'une organisation d'aide comme l'Agence africaine et islamique d'aide (Islamic African Relief Agency ou IARA) ou d'un groupe faisant du prosélytisme religieux comme l'Organisation de la prédication islamique, *al-Dawa al-islamiyya*. En déconnectant les enjeux politiques des enjeux financiers, le FNI réussissait également à dépasser le premier cercle de ses sympathisants et à s'assurer avant et après la guerre du Golfe le soutien mi-naïf, mi-calculé d'institutions comme le Fonds de la *zakat* koweïtienne. Ces réseaux évergètes étaient également importants pour le développement d'organisations islamistes dans les pays d'accueil : ils permettaient d'identifier les plus religieux et les plus disposés à s'impliquer dans une activité politique locale. Le rôle des Soudanais dans le développement du mouvement *Al-Islah* au Yémen et de groupuscules fondamentalistes dans les Etats du Golfe fut si direct qu'il provoqua des incidents avec certains Etats ou des rapprochements rapides avec d'autres au sortir de la guerre du Golfe.

La seconde source de revenus est apparemment plus connue : le système bancaire islamique grâce à l'installation au Soudan des agences des Banques islamiques Fayssal, Tadamon et Baraka. Ces organismes, qui furent toujours des banques commerciales, jouent trop souvent un rôle de *deus ex machina* dans les analyses du succès du FNI. Il est exact qu'elles ont considérablement appuyé sa croissance en aidant ses hommes d'affaires par l'octroi de prêts à des conditions avantageuses et en formant des cadres de l'organisation. Elles ont également, avant et après juin 1989, permis d'attirer des investissements étrangers ou de créer des *joint-ventures* qui ont été particulièrement rentables pour les islamistes soudanais. Cependant, leur réussite s'explique aussi par l'immaturité de la grande bourgeoisie commerçante traditionnelle soudanaise, son manque de combativité et la profonde léthargie du système bancaire étatique. Autant que sur l'instrument que représentent ces banques, il faudrait faire porter l'analyse sur leurs commanditaires : on découvrirait une situation plus complexe que ne le dit trop souvent l'opposition actuelle et une diversité aux motivations du soutien dont bénéficie Khartoum, de la quête de super-profits spéculatifs à la sympathie idéologique. Par exemple, le prince Mohamed al-Fayssal, principal actionnaire de la Banque Fayssal et du holding Dar al-mal al-islamiyya (une des plus grandes institutions financières islamistes), est un ami personnel de Hassan el-Tourabi depuis le début des années soixante et un islamiste convaincu ; s'il voyage peu au Soudan depuis 1991, c'est pour ne pas heurter ses intérêts bien compris en Arabie saoudite alors que s'y joue la lutte de succession ; mais ses investissements n'en demeurent pas moins importants et leur valeur n'est pas reflétée par la situation financière très médiocre de sa banque au Soudan. A l'inverse, le principal ac-

tionnaire de la banque Baraka, Cheikh Saleh Kamel, est un homme d'affaires qui voit dans le Soudan un pays propice à des bénéfices rapides et importants : son islamisme est des plus tempérés. Bien d'autres investisseurs étrangers devraient être cités : Ousama Ben Laden, d'origine yéménite et aujourd'hui déchu de sa nationalité saoudienne, qui servit d'interface entre la CIA et les volontaires arabes pour aller combattre en Afghanistan, homme-lige du régime soudanais, qui travaille actuellement à un grand projet de média islamiste qui pourrait concurrencer la trop saoudienne *Middle East Broadcasting Corporation* ; Abd el-Latif Djemil, représentant de Toyota pour le Proche-Orient, lié au Soudan par l'une de ses épouses et aux islamistes par l'un de ses fils. Ces réseaux sont antérieurs au coup d'Etat de 1989 mais prennent une importance singulière du fait de l'isolement international de Khartoum et d'une baisse drastique de l'aide internationale (celle-ci est passée, entre 1989 et 1993, de près de 400 millions à 20 millions de dollars !)

Une troisième source de revenus doit être rappelée bien qu'elle explique déjà pour une part l'intérêt que le Soudan peut représenter pour toute une catégorie d'hommes d'affaires : le différentiel des taux de change. Comme le souligne très bien l'exemple des banques islamiques en Egypte, le jeu sur les taux de change et la disponibilité en devises fortes des travailleurs migrants permettent de dégager des sommes astronomiques qui ont de plus l'avantage de pouvoir demeurer à l'extérieur du pays. Les islamistes, dès les années nimeiristes, ont mis en place des réseaux de change à des taux très proches du marché parallèle soudanais. Leur bonne organisation et leur honnêteté leur ont permis de capter un marché bien plus grand que celui de leurs seuls sympathisants : il leur suffisait de collecter l'argent des migrants dans un pays du Golfe et d'en verser la contrepartie en livres soudanaises à la famille de ces derniers au Soudan.

Les années qui suivent le coup d'Etat marquent une intensification de ces logiques car l'isolement est très grand et les ambitions du Front (qui ne doivent pas être identifiées à celle du régime au pouvoir à Khartoum) toujours vivaces. L'appareil d'Etat et le système législatif ont été mobilisés pour accroître ces sources de revenus. Par exemple, le change clandestin au taux parallèle est devenu l'une des activités les plus dangereuses au Soudan jusqu'en 1992. Cependant, durant cette même période, les travailleurs émigrés ont pu faire transiter leur argent à un taux préférentiel grâce à des agences d'une banque islamique contrôlée par le FNI - la Banque islamique du Nord - situées dans les ambassades du Soudan à l'étranger. Les dispositions monétaires prises par le gouvernement soudanais s'accordent très bien avec la vision du FMI mais restent globalement inefficaces car, pour influencer sur la monnaie, elles supposent de restaurer une confiance ce qui est loin d'être le cas à cause du blocage politique. En effet, malgré sa désorganisation, c'est la communauté soudanaise dans les Etats du Golfe, largement acquise à l'opposition, qui a permis l'isolement régional du pouvoir islamiste : les mesures répressives prises par Khartoum visent autant la consolidation de la livre soudanaise que l'affaiblissement politique de l'émigration, obligée de passer sous les fourches caudines (paiement d'impôts, transfert d'une partie de leur salaire en devises fortes) pour visiter la famille au pays. Une autre modification, qui systématise à l'extrême le comportement de certains ministres du Commerce durant la phase démocratique, est l'octroi de marchés captifs tant au niveau intérieur qu'extérieur car l'économie soudanaise est une économie de la pénurie basée sur le délit d'initié. Les manipulations des licences d'importation ou, lorsqu'elles sont devenue obs

solètes, de l'importation de produits interdits à haut taux de profit, ou des licences d'exportation de la gomme arabique et de quelques autres produits permettent encore des profits substantiels aux dépens de la société soudanaise. Les dénationalisations ont suscité des critiques tout à fait justifiées qui démontrent que les islamistes soudanais n'ont pas eu grand chose à apprendre d'un Paul Biya ou d'un Houphouët-Boigny : la privatisation de l'Etat suit son cours dans la grande tradition.

Une évolution plus originale a consisté en la création d'un tissu d'"organisations non gouvernementales" depuis quelques années. Parmi les plus importantes, il convient de citer, outre les déjà connues Organisation *al-Dawa* et IARA, la Jeunesse de la Nation, la Fondation des martyrs, etc... Ces organisations ont des fonctions variées. D'une part, elles maillent la société urbaine et optimisent le contrôle social tout en fournissant de nombreux emplois à des jeunes qui quittent le système scolaire sans réel espoir de trouver un emploi stable, compte tenu de la déliquescence de l'économie soudanaise (dont la forte croissance actuelle n'est due qu'à une politique agricole très volontariste et aux effets fragiles). L'opposition y voit plus directement l'un des aspects d'un système répressif tentaculaire dont la fonction est de briser toute velléité de mouvement social. D'autre part, ces associations ont acquis nombre de privilèges économiques, notamment la liberté d'importer sans payer les taxes, qui semblent avoir dévoyé leur nature : à l'entraide sociale s'est substituée rapidement l'accumulation de bénéfices en travaillant de concert avec les grossistes. Par exemple, du sucre est acheté à Kenana, exporté facticement puis "réimporté" sans taxe et vendu au même prix que le sucre réellement importé.

La Fondation des martyrs, sans doute la plus importante de ces associations, a pu avoir, en 1994, pendant six mois, le monopole d'importation de matériel électronique, avant une libéralisation et a hérité de nombreux biens appartenant à la famille Mirghani, notamment des jardins mis à la disposition du public et autres biens fonciers. Surtout, elle a un droit de regard sur la Banque islamique d'Omdourman. Celle-ci est la banque qui gère salaires et pensions des militaires et leur octroie des facilités financières à l'occasion ; c'est elle qui fournit les avances de trésorerie et autres formes de crédit à la Fondation des martyrs pour ses opérations commerciales : cela permet à cette dernière non seulement de s'occuper des familles de martyrs (le plus souvent des membres des Forces de défense populaire tombés au Sud-Soudan) mais également de récompenser ou de neutraliser, en les éloignant des circuits de décision, les officiers suivant leur attitude face au régime et à la guerre au Sud-Soudan. Devant les protestations de plus en plus vives - y compris au sein des islamistes, où certains cherchent à prendre leurs distances avec une corruption omniprésente jusque dans les hautes sphères du Front -, ces organisations ont dû récemment déléguer leur activités commerciales à de véritables entreprises, plus facilement contrôlables. Cela a permis la montée en puissance de la Banque islamique d'Omdourman, mais aussi d'une société de construction, comme la Dan Fodio (du nom du grand Mahdi nigérien), qui travaille pour l'organisation *Dawa islamiyya*.

L'opposition en exil évoque encore d'autres sources de financement occulte mais le chercheur est particulièrement démuné pour en vérifier l'exactitude. Deux méritent cependant d'être citées ici. La première est le blanchiment de l'argent sale. Certains chefs d'Etat africains ont exprimé très clairement leur hésitation à ce sujet : pourquoi accepter peu d'argent avec des conditionnalités type FMI qui risquent de déchirer le tissu social et de provoquer des crises de régime, alors que des trafiquants proposent des solutions très avantageuses pour

recupérer une partie de l'argent de la drogue ? Les excellents rapports qu'entretient le FNI avec des notables pakistanais et afghans, pour ne citer que ceux-là, leur ouvrent vraisemblablement de séduisantes opportunités. Reste à savoir si elles sont saisies. L'autre source est plus composite. De multiples trafics, qui ne se déroulent pas sur le territoire national soudanais, peuvent exiger dans leur procédure l'existence d'un sanctuaire où discussions et échanges peuvent se dérouler à l'abri des curieux : des rumeurs évoquent notamment la fausse monnaie américaine et l'inévitable trafic d'armes légères... Ce qui est sûr, pour reprendre les termes<sup>28</sup> du président de la Commission économique du Parlement à l'été 1994 (il a été depuis nommé ministre de l'Industrie), Badr ed-Din Suleiman, c'est que les chiffres de la comptabilité nationale soudanaise ne reflètent plus la réalité de la vie économique car s'ils étaient exacts, le Soudan aurait déjà disparu de la carte du continent...

### **Un contrôle impossible de l'institution militaire**

Le modèle islamiste soudanais s'inspire d'expériences dans le monde arabe, où les rapports entre forces politiques et institution militaire jouent un rôle crucial, comme le nassérisme ou le baathisme. Néanmoins, le Soudan possède une expérience autochtone relativement riche car l'armée n'y a jamais été un acteur passif : elle prend le pouvoir entre 1958 et 1964, puis entre 1969 et 1985. Son retour sur le devant de la scène en juin 1989 se fait dans un cadre très particulier, mais elle ne peut être considérée comme un protagoniste totalement subordonné aux islamistes du FNI. En effet, malgré son irruption fréquente dans le champ politique, elle a gardé une culture propre et, surtout, apparaît toujours pour la plus grande partie de la population et à ses propres yeux comme une institution nationale, qu'on peut opposer aux partis. Devant la dégradation de la situation intérieure, elle est devenue dans les scénarios de l'opposition un véritable *deus ex machina* qui permettrait de régler le problème de la transition, tant le dispositif coercitif des islamistes paraît efficace et rend problématique le succès d'un mouvement protestataire civil. Si les informations recueillies sur ce thème demeurent parcellaires, elles permettent néanmoins de mieux préciser certains termes d'une réflexion sur l'avenir de l'expérience soudanaise.

#### *De premiers contacts difficiles*

Les relations des islamistes et des militaires, pour être anciennes, sont toujours empreintes d'une très grande ambiguïté. Le mouvement islamiste, comme le Parti communiste soudanais, a cherché dès son origine à investir l'armée soudanaise. A l'inverse de la puissante organisation communiste ou du parti Baath, le FCI n'a guère eu de succès dans les années soixante et au début des années soixante-dix. Dans cette période, les idéaux socialisants ou nassériens d'une part, l'attachement aux deux grands partis traditionnels

---

<sup>28</sup> Entretien, Khartoum, juillet 1994.

de l'autre, dominaient très largement l'idéologie des officiers. La difficulté majeure était alors pour les islamistes l'étranglement de leur base sociale, essentiellement la jeunesse scolarisée et estudiantine dont l'adhésion et le militantisme ne perduraient pas après l'entrée dans la vie active.

Le régime de Nimeiri de 1969 à 1985 constitua la matrice d'une évolution profonde de l'institution militaire et modifia les relations entre les grands courants politiques et l'armée, associée très étroitement au pouvoir pendant seize ans malgré l'instauration d'un parti unique en 1972. Moins de deux ans après le coup d'Etat, le général Nimeiri éliminait dans un bain de sang en 1971 les principaux cadres du Parti communiste, le plus fort alors du monde arabe. Ce n'est qu'en 1977 que les relations se normalisaient avec les grands courants politiques, mais de façon relativement diverse suivant les organisations. Alors que le PDU se maintenait pratiquement dans l'opposition, le parti Oumma jouait l'amnistie et son dirigeant, Sadeq el-Mahdi, rentra à Khartoum mais ne trouva guère ses marques et se retrouva rapidement en résidence surveillée.

Seuls, les islamistes ont accepté de collaborer aux institutions de la dictature. Cette décision suscita une crise au sein de leur organisation : certains claquèrent alors la porte, d'autres restèrent mais obtinrent de conserver une partie de l'appareil clandestin afin de se prémunir contre les services de sécurité encore très liés à la personne de Nimeiri et, également, de maintenir des relations avec des mouvements ou des Etats qui n'avaient pas toujours la sympathie de Khartoum, comme l'Iran après 1979. C'est durant ces années que plusieurs cadres importants reçurent une formation à Téhéran, comme Nafi Ali Nafi, responsable de la Sécurité révolutionnaire depuis 1989 avant de prendre en charge la sécurité extérieure (telle est du moins sa fonction officielle) après une réorganisation des services conçue grâce à l'aide de la DST sous la haute autorité de Charles Pasqua<sup>29</sup> au début de 1995.

La période 1977-1985 a donc été essentielle pour les islamistes dans leur stratégie d'entrisme et de noyautage de l'appareil d'Etat, dans laquelle l'armée a une importance particulière. Les officiers les plus religieux étaient promus, placés à des postes clés, les plus attachés à la laïcité ou aux autres courants politiques repérés, fichés et, dans la mesure du possible, mis à l'écart des postes stratégiques. Ces années furent donc essentielles dans la captation des élites militaires par les islamistes. Il faut souligner le rôle du Centre islamique africain, institution créée grâce, notamment, à des financements koweïtiens et complètement contrôlée par les islamistes. Les officiers<sup>30</sup>, dont le grade variait entre commandant et colonel, et qui paraissaient sensibles à la rhétorique islamiste sans forcément y adhérer, y étaient envoyés en stage durant lesquels ils rencontraient des étudiants islamistes de l'Université chargés de les convaincre de la justesse des aspirations islamistes : à leur sortie ils étaient le plus souvent promus. Parmi les stagiaires, il

---

<sup>29</sup> *Libération*, 12 janvier 1995.

<sup>30</sup> Ceux-ci étaient choisis le plus souvent par les deux islamistes les plus importants au sein de l'armée, Kamal Ali Mukhtar, qui se tua dans un accident d'avion à la fin 1993 alors qu'il allait négocier avec le dissident sudiste, Riek Machar et Moukhtar Mohameddin, officier de l'armée de l'air abattu en 1987 par les insurgés sud-soudanais. Dans la hiérarchie parallèle des islamistes au sein de l'armée, Omar el-Bechir n'est sans doute pas la personnalité essentielle, son adjoint Zoubeyr est souvent considéré comme l'un de ceux qui ont prévalence sur lui.



faut citer pratiquement tous les officiers nordistes, membres de la junte qui prend le pouvoir en 1989, à l'exception d'Ibrahim Iddam qui obtint sa place parce qu'il était le numéro deux de la Sécurité militaire dirigée par le général Hadi Bouchra et avait fermé les yeux sur les préparatifs du coup d'Etat en échange d'un poste. Même s'ils n'ont pas eu les mains libres, ils ont bénéficié d'un contexte international tout à fait favorable et, au niveau interne, surtout de l'essoufflement de la dictature militaire et de la distribution de plus en plus erratique des prébendes qui affaiblissaient le soutien des militaires au maréchal Nimeiri.

Malgré un travail de plusieurs années, les islamistes ont eu de grandes difficultés à ne pas être marginalisés à cause de leur alliance avec un régime honni au moment de l'*infatada* de 1985. Le FNI se tira néanmoins de ce mauvais pas en se retrouvant avec les militaires sur deux questions très sensibles : contribuer à la division de la coalition des principales forces politiques et syndicales qui avait conduit le soulèvement afin de laisser le champ libre à l'armée, inquiète d'une éventuelle chasse aux sorcières dans ses rangs ; ne pas brader la guerre au Sud alors que, dans l'euphorie d'une démocratie presque retrouvée, une partie importante de la classe politique semblait un temps disposée à un accord avec la rébellion sans consultation avec les forces armées. A partir de 1986, la position du FNI s'est résumée à un soutien sans faille aux militaires qui se battaient dans le Sud ; leur " martyr " était célébré et la presse islamiste se faisait l'écho des inquiétudes des officiers, laissés souvent sur le terrain sans logistique convenable, avec des soldes misérables, pour mener une guerre sans autre but que celui d'alimenter les jeux florentins de l'élite politique à Khartoum. Le mémorandum signé par plusieurs dizaines d'officiers supérieurs en février 1989 résume d'ailleurs très clairement toutes les frustrations des militaires, à qui on demande de combattre en silence alors même que l'intendance ne suit pas et que le gouvernement est divisé sur les négociations de paix. L'opposition démocratique y a vu alors naïvement une pression sur les faucons, mais l'armée rappelait simplement à la classe politique sa capacité d'intervention dans les allées du pouvoir. Ce soutien se double d'un travail politique intense, grâce à l'intégration de jeunes officiers acquis aux idées du FNI, mais aussi à l'" achat " de personnalités militaires de renom, comme Sawar al-Dahab, qui présidait le Conseil militaire transitoire entre 1985 et 1986, issu d'une très grande famille d'El-Obeyd, devenu le dirigeant de l'Organisation de la *Dawa islamiyya*, ou son adjoint, le général Taj ed-Din, qui obtint la présidence des Jeunesses islamistes, *Chabab el-Bina* (Jeunesse de la Reconstruction), association dont le nom se transforma après 1989 en Jeunesse de la Nation.

#### *L'alliance problématique des militaires et des islamistes*

Le coup d'Etat du 30 juin 1989 ne constituait donc pas une surprise : il mettait fin à un gouvernement discrédité dont le premier ministre Sadeq el-Mahdi, extrêmement populaire au moment de sa nomination en 1986, avait fait preuve d'un attentisme et d'atermoiements proprement affligeants, qui avaient déçu jusqu'à ses plus fidèles partisans. Le seul objet de supputations jusqu'à aujourd'hui est le rôle plus ou moins important joué par les islamistes dans la journée du coup d'Etat : Hassan el-Tourabi aurait juré sur le Coran durant sa détention qu'il ignorait tout des préparatifs. Comme pour la période 1977-1985, certains analystes suggèrent que la participation du FNI au gouvernement à partir de l'été

1988 s'est doublée d'une politique plus secrète et putschiste, mise en oeuvre par Ali Osman Mohamed Taha, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, qui était alors chef du groupe parlementaire du FNI : il s'agissait de ne pas répéter l'erreur de 1985 et de ne pas être affecté par la chute du cabinet de Sadeq el-Mahdi qui de possible est devenue pratiquement certaine après les manifestations émeutières de décembre 1988.

Le Conseil de commandement révolutionnaire (CCR), uniquement composé de militaires, était mis en place le 30 juin 1989 et constituait l'organe suprême de la " révolution " jusqu'à sa dissolution en octobre 1993. Plus prosaïquement, il incarnait l'alliance fragile entre militaires et islamistes ; son rôle dans la gestion effective du pays fut d'ailleurs minimal, il n'émit qu'une petite dizaine de décrets qui limitaient pour l'essentiel les droits d'organisation et d'expression ; ses réunions furent peu nombreuses. En effet, les officiers soumis notamment aux pressions égyptiennes depuis la fin 1988 avaient mis au point plusieurs projets de coups d'Etat durant les deux mois précédents ; les islamistes, au fait de ces activités et du flottement politique au sein de l'armée, les avaient pris de vitesse. Par d'habiles promotions dans la semaine qui suivit le coup d'Etat, ils ont réussi à maintenir l'unité de l'armée et à convaincre pour quelque temps les services de sécurité égyptiens que la composante militaire " nationale " était plus forte que celle des islamistes. Le Caire calma toutes les appréhensions des Etats voisins durant l'été et incita même le colonel Kadhafi, ami personnel de Sadeq el-Mahdi, à reprendre sa collaboration avec Khar-toum...

La politique du FNI par rapport à l'institution militaire a eu plusieurs dimensions. D'abord, une purge massive a mis à l'écart sans doute plus de la moitié des officiers supérieurs : le chiffre de 2 500 à 3 000 sur près de 4 500 est le plus souvent évoqué. Cette mise à pied s'est cependant faite dans certaines formes : les officiers perçoivent leur solde de retraite et ont encore accès à la plupart des services auxquels leur statut militaire leur donnait droit. Quelquefois, s'il convient de se montrer conciliant du fait de tensions au sein de l'armée ou de pénuries trop fréquentes, le gouvernement leur garantit également un prêt dans une banque islamique afin qu'ils puissent démarrer dans le monde des affaires. Ensuite les salaires ont été revus à la hausse et l'armée est nettement mieux traitée sur ce plan que le reste de la fonction publique ; les denrées rationnées lui sont octroyées avec une grande libéralité. Enfin le gouvernement n'a pas ménagé jusqu'en 1991 la promotion des forces armées dans les médias. Ce n'est que plus tard, avec la phase de l'" affirmation islamique ", que les Forces de défense populaire (FDP)<sup>31</sup> ont commencé à avoir la primeur dans les programmes télévisés ou dans la presse (officielle) soudanaise. Dans le même temps, l'armée a été dotée de moyens accrus pour mener la guerre au Sud ; celle-ci n'apparaît plus comme un conflit oublié mais comme un enjeu central pour l'Etat soudanais, ce qui confirme le rôle des militaires dans la défense de la patrie.

Il est tentant de faire des FDP, institutionnalisées par ce régime, une armée rivale acquise aux islamistes, comme le sont les *Pasdarans* iraniens par rapport à l'institution militaire héritée de Mohamed Reza Shah. Cette appréciation est néanmoins superficielle car les FDP demeurent jusqu'à aujourd'hui encadrées par l'armée (mais les officiers qui y

---

<sup>31</sup> Initialement, les FDP institutionnalisèrent (contre les vœux de l'armée) les milices tribales que Sadeq el-Mahdi avait mises sur pied dans le Sud-Kordofan et Darfour dès 1986 pour lutter contre les incursions des insurgés sud-soudanais. Ces milices ont été responsables de massacres et d'une recrudescence de l'esclavage dans toute cette zone. Elles se sont considérablement développées depuis dans l'ensemble du Sud du Soudan et constituent une force supplétive très prédatrice.

sont détachés sont en majorité de jeunes islamistes issus de l'Académie militaire) et ne disposent pas d'un état-major autonome, ni d'armement sophistiqué ou de cadres techniques en nombre suffisant pour pouvoir rivaliser avec l'armée. Cela ne signifie pas qu'elles soient faibles ou utilisées seulement pour faire sauter les mines au Sud comme le faisaient les *bassidji* dans le conflit Iran-Irak ; certaines unités possèdent en effet de réelles capacités militaires, qu'elles améliorent sur la ligne de front contre la rébellion sud-soudanaise, et constituent l'esquisse d'une garde prétorienne du pouvoir islamiste. Mais l'armée régulière garde encore, comme corps, une prépotence incontestée.

Plusieurs indices manifestent clairement que les relations entre ces deux acteurs ne sont pas aussi bonnes que le laisseraient supposer les déclarations lénifiantes du général Omar el-Bechir ou de Hassan el-Tourabi. La première alerte extrêmement sérieuse a été l'exécution de vingt-huit officiers supérieurs, le 24 avril 1990, moins de 24 heures après leur arrestation. Deux autres militaires de haut rang ont été exécutés en juillet de la même année. Les tensions créées par ces exécutions sommaires ont été telles que le général Omar el-Bechir a dû faire plusieurs tournées d'explication et a depuis gracié tous les officiers impliqués dans des tentatives plus ou moins avérées de coup d'Etat. Si les islamistes ont renoncé à l'usage de la force la plus brutale, ils ont tissé un réseau très serré de surveillance autour des personnalités militaires dissidentes les plus en vue et tentent de les neutraliser en les soumettant à des interrogatoires apparemment sans objet, jour après jour. Cette différence entre militaires et islamistes s'est également exprimée par plusieurs démissions d'officiers de haut rang qui n'ont guère admis de n'avoir que l'ombre du pouvoir et de devoir admettre les empiétements des services de sécurité islamistes dans leur zone de compétence : ainsi en est-il particulièrement des généraux Fayssal Madani, membre du CCR, et Fayssal Abu Saleh, qui démissionna du ministère de l'Intérieur.

### *Enjeux actuels*

La dissolution du CCR en octobre 1993 marque la fin d'une période du régime issu du coup d'Etat de 1989. Prévue lors d'une Conférence pour la paix en 1990, elle avait été remise plusieurs fois malgré les déclarations des islamistes. Cette décision traduit d'une certaine manière l'assurance des dirigeants du FNI face à l'institution militaire et la maîtrise de la situation par leurs services de sécurité : les islamistes soudanais ont su tirer profit de leurs relations avec les régimes les plus policiers du Proche-Orient comme l'Irak, la Libye et l'Iran. Toute une culture de la répression s'est greffée sur la mentalité islamiste et place aujourd'hui la violence et la coercition au centre du dispositif politique, laissant craindre tous les dérapages possibles et l'extension de cette technologie de pouvoir, dans sa sophistication et sa brutalité, à toutes les composantes politiques du pays. Pourtant, la disparition du CCR ne peut clore le chapitre des relations entre les militaires et le FNI.

S'il fallait caractériser très rapidement l'armée soudanaise, il faudrait en souligner trois traits. Tout d'abord, l'esprit de corps très fort de ses officiers : ceux-ci ont conscience d'appartenir à une élite, dotée de ses propres règles, devoirs et valeurs. Quels que soient les clivages politiques, cette solidarité s'exerce et tend en premier lieu à maintenir l'unité de l'institution contre toutes les pressions extérieures. Les officiers islamistes semblent certes obéir à une logique partisane avant tout, mais ils ne peuvent être totalement

indifférents à cette culture de l'institution. En particulier, malgré quelques velléités initiales, ils n'ont pu remettre en cause les modes de promotion en y intégrant des motivations plus politiques ou idéologiques : le respect des classes de formation et la méritocratie demeurent en vigueur. Certes, un contrôle très vigilant se fait à l'entrée et à la sortie de l'Académie militaire mais il arrive jusqu'à aujourd'hui que des diplômés soient exclus de l'armée après quelques semaines de service...

En second lieu, son caractère national : les officiers ont conscience d'être responsables de la protection du pays et de la souveraineté nationale. Cela explique pour beaucoup leur acharnement à mener la guerre au Sud contre un mouvement qui remettrait en cause l'unité du pays et aussi une certaine passivité vis-à-vis de Khartoum tant que ce problème n'est pas réglé. Cela suggère également qu'ils ne seraient pas acquis immédiatement à une intervention internationale pour secourir les déplacés, puisque cette idée avait été évoquée après le lancement de l'opération " Restore Hope " en Somalie, et encore moins, comme le proposent certains cercles de l'opposition, pour défaire le régime islamiste.

Enfin, troisième trait, la disparité profonde qui existe entre les soldats et les officiers : dans les hommes du rang dominant depuis l'époque coloniale des originaires des monts Nouba et du Darfour, dans les seconds la prédominance arabe est très nette. Il faut remarquer qu'une telle polarisation ethnico-culturelle n'existe pas dans les FDP. Celles-ci sont soit recrutées localement et agissent essentiellement dans leur zone d'implantation (essentiellement Sud-Soudan, Kordofan et Darfour), soit dans les villes et comportent sans doute une unité sociale (nordiste) nettement plus affirmée.

Le pouvoir, tout en mettant à pied de nombreux gradés, s'est efforcé de former de nouvelles générations d'officiers, qui ont été soumis à des contrôles idéologiques très poussés : près de 1 400 officiers auraient ainsi été nommés depuis le coup d'Etat de 1989, plusieurs centaines cependant périssant rapidement dans la guerre au Sud. Comme le montrait déjà l'attitude de l'armée en 1985, après plus de cinq ans de manipulation islamiste, l'institution n'est toujours pas gagnée au FNI pour de multiples raisons. Les services de sécurité ne peuvent empêcher les liens horizontaux entre militaires toujours en poste et ceux qui ont été démis : l'appartenance à une même promotion ou l'endogamie relativement forte dans les grandes familles de militaires créent des liens étroits. Il est bien évidemment difficile d'en tirer des conclusions politiques, mais les officiers encore en fonction peuvent avoir une idée assez claire de l'évolution de l'opinion publique par de tels biais. Les nouveaux officiers, s'ils sont " politiquement corrects ", ne peuvent occuper des postes de responsabilité : il leur faudra au mieux attendre dix à quinze ans avant d'accéder à un commandement digne de ce nom<sup>32</sup>. Pendant ce temps, ce sont les officiers de carrière, dont la compétence est absolument nécessaire pour mener la guerre au Sud, qui sont aux postes de commande : ceux-ci réagissent en fonction d'intérêts variés mais ne peuvent être identifiés systématiquement à des partisans du régime. Les islamistes ont eu un recrutement antérieur très typé : leurs adhérents ou sympathisants se retrouvent dans deux couches très spécifiques de l'armée aujourd'hui. D'une part, ils ont quelques

---

<sup>32</sup> Le grade de colonel ou celui de commandant dans une unité d'élite procure une certaine influence. En général, il faut 8 ans pour passer de sous-lieutenant à commandant et 7 années ensuite pour devenir colonel. A cause des mises à pied et de la guerre, cette durée pourrait être raccourcie mais une réduction à moins d'une dizaine d'années poserait d'énormes problèmes de compétences dans les secteurs les plus techniques de l'armée.

officiers supérieurs ou généraux qui occupent aujourd'hui le devant de la scène, une partie de ceux-ci étant en fait des universitaires qui ont gagné leurs galons grâce à leur diplôme plus que par leur compétence proprement militaire, comme Tayyeb Mohamed Kheir (médecin), ministre de l'Intérieur renvoyé en septembre 1995 au lendemain d'un chahut organisé à l'Université de Khartoum au moment de la visite du Président, Abd el-Rahim Mohamed Hussein (ingénieur) qui est aujourd'hui ministre à la Présidence ou Hassan Dahawi (diplômé de lettres et ancien instituteur) devenu, après la réorganisation des services secrets fin 1994, responsable de la Sécurité intérieure puis chef du Renseignement militaire en septembre 1995. D'autre part, ils ont placé de jeunes officiers islamistes ou religieux dans l'armée mais les effets qu'aura l'idéologie de cette institution sur leur comportement d'ici quelques années restent imprévisibles. Surtout, il leur manque les officiers, commandants, lieutenants-colonels, colonels, qui devront assurer la relève dans les années à venir.

Pour pallier cette relative fragilité, le gouvernement met en oeuvre plusieurs moyens. Tout en maintenant une grande ferveur nationaliste sur la question du Sud ou d'al-Hala'ib, il maintient sur le front au Sud-Soudan les cadres militaires les moins sûrs. Le pouvoir compte ainsi se débarrasser des plus turbulents et faciliter de nouvelles promotions. Il tente également d'associer les militaires aux profits importants qu'il est possible de tirer de l'économie de guerre par l'adoption, en octobre 1993, du *Military Industrialization Authority Act*, en reprenant dans un cadre à peine altéré une idée du maréchal Nimeiri. Il s'efforce enfin d'atomiser le corps des officiers supérieurs afin d'éviter toute possibilité de coordination dans le déplacement de certaines unités, etc.

Au terme de cette étude, des conclusions définitives sur l'avenir ne sont guère possibles. Cependant, quelques remarques permettent de dépasser des stéréotypes tenaces sur l'expérience islamiste soudanaise tout en proposant des trajectoires possibles de celle-ci. La prudence n'est pas simplement rhétorique mais est due à l'absence de discussion de la guerre au Sud et de ses conséquences sur la recomposition du champ politique nord-soudanais : qu'importe si le gouvernement se prend à rêver d'une victoire militaire et si l'opposition nordiste multiplie les pactes avec les insurgés du Sud qu'elle s'empresse ne pas respecter, la guerre a acquis sa dynamique propre et sa représentation est en train de changer dans la population, pour le meilleur et pour le pire<sup>33</sup>.

La première observation porte sur la transformation de dynamiques sociales induites par le pouvoir islamiste. Comme dans le cas iranien, on constate que l'affirmation idéologique et les aléas d'une domination politique pourtant très autoritaire n'ont guère entravé des transformations sociales profondes qui se sont développées dès le milieu des années

---

<sup>33</sup> Voir mon article dans *L'Année politique en Afrique*, Paris, Karthala, 1995.

soixante-dix<sup>34</sup>. En particulier, la croissance d'une bourgeoisie acquise aux idéaux islamistes ne s'est pas traduite par de nouveaux comportements économiques. Certes, cette nouvelle strate est autrement plus partisane que ne l'était la bourgeoisie traditionnelle qui a toujours conservé une grande marge d'autonomie par rapport aux grands partis soudanais : elle paie des cotisations, reverse une quote-part de ses bénéfices. Cependant, elle demeure inscrite dans la même trajectoire historique : elle vit fondamentalement en symbiose avec l'appareil d'Etat qui lui fournit ses marchés les plus rentables et, surtout, poursuit sans la moindre hésitation le mouvement de décapitalisation qui frappe de plein fouet l'économie soudanaise depuis vingt ans. Cette bourgeoisie est sans doute islamiste mais elle n'est pas nationale, n'en déplaie au FNI : elle s'est même plus rapidement internationalisée que la bourgeoisie qu'elle a exclue du champ économique intérieur. La corruption et les sorties de capitaux indiquent à ceux qui valorisent trop l'argumentaire idéologique en dotant l'islamisme d'un projet intrinsèque que cette bourgeoisie n'offre aucune solution alternative à une marginalisation progressive de couches sociales de plus en plus importantes à l'intérieur du Soudan.

Cette appréciation sur la densité des relations entre le monde islamiste et la sphère économique devrait peut-être faire plus de cas de deux aspects importants de la réalité actuelle : la guerre au Sud et la relance de la production agricole. Du conflit au Sud (dont le coût annuel est évalué à plus de 350 millions de dollars), on peut dire qu'il a considérablement contribué à cette transnationalisation de la bourgeoisie islamiste qui a dû rechercher par tous les moyens les devises fortes qui lui étaient nécessaires pour acheter des équipements militaires coûteux et payer des forces combattantes dont les effectifs au Sud ont plus que triplé entre 1989 et aujourd'hui. Mais le développement d'une économie de guerre n'a guère contribué à une rationalisation du budget de l'Etat ou à une moralisation des marchés militaires, bien au contraire.

Les effets macro-sociologiques et macro-économiques de la relance de l'agriculture exigeraient une discussion plus longue. D'un certain point de vue, les innovations du régime islamiste sont réelles, même si elles ne correspondent que de loin au discours qu'il tient sur elles. De l'autre, le rôle dévolu à l'Etat après une première phase de libéralisation n'est pas sans rappeler celui qu'avait l'appareil d'Etat colonial et met en lumière quelques facettes du trop fameux projet civilisationnel qui n'ont rien de très islamique : la mise au travail autoritaire de la paysannerie et la prééminence des commerçants sur les producteurs sous la coupe d'un Etat brutal, qui manipule les migrations forcées dues à la guerre pour les transformer en migrations de travail. Le projet ne manque pas d'originalité mais celle-ci a bien peu à voir avec l'humanisme de l'islam et les idéaux populistes de redistribution sociale que diffuse si bien l'islamisme dans les masses musulmanes déshéritées. De la même manière que le communisme ne peut se résumer à l'électrification et aux soviets, l'islamisme soudanais est plus que la *chari'a* et le FMI, pour reprendre l'expression d'Olivier Roy, mais la population doit trouver les compléments symboliques souvent amers et inconsistants face à l'appauvrissement qu'elle subit de façon de plus en plus aiguë. L'isolement international n'est nullement le responsable principal de cette détérioration de la condition urbaine.

---

<sup>34</sup> Pour le cas iranien, voir Fariba ADELKHAH, « L'imaginaire économique en République islamique d'Iran », in J.-F. BAYART (dir.), *La Réinvention du capitalisme*, Paris, Karthala, 1994.

Une seconde observation porte sur l'avenir du FNI : la question peut sembler déplacée puisque cette organisation est dissoute depuis juin 1989, mais bien des fantômes hantent la scène politique soudanaise... Trois remarques peuvent être faites sur ce thème.

D'abord, en l'absence d'alternative, ce mode de gestion peut se poursuivre. Il suffirait à l'Etat de consacrer des ressources substantielles à l'achat de notables dans les campagnes et au développement d'un encadrement sécuritaire des grands centres urbains du pays, notamment Khartoum qui est ainsi devenu l'une des capitales les plus sûres d'Afrique et du monde, la nuit... pour les étrangers. Le projet actuel de développer les FDP pour atteindre 150 000 hommes enrégimentés (ils ne sont pour l'heure qu'environ 85 000), la rationalisation des services de sécurité et le cantonnement de troupes sûres dans la capitale montrent que des précautions sont prises et qu'un renversement de pouvoir ne répétera pas le scénario de 1964 ou de 1985. Les dirigeants du FNI dominant aujourd'hui la machine bureaucratique et se sentent suffisamment sûrs d'eux pour faire des concessions à l'Occident, comme par exemple organiser un scrutin dans les 26 Etats fédéraux en vue de l'élection d'un président de la République en 1996. Reste à y croire et à s'en satisfaire. Cependant, la tension qui existe entre la consolidation d'un Etat islamique au Soudan et la mise en oeuvre d'un projet plus messianique au niveau du monde arabe et/ou africain n'a pas disparu pour autant, même si ses potentialités de formulation d'un projet social révolutionnaire se sont, elles, estompées. Cette difficulté est d'ailleurs récurrente dans toutes les expériences révolutionnaires, islamistes ou non.

La seconde remarque quant à l'avenir du FNI porte sur la succession de Hassan el-Tourabi. Cette question s'est posée pour la première fois clairement à la fin mai 1992, lorsque le dirigeant islamiste était entre la vie et la mort dans un hôpital canadien. La manière dont les principales personnalités du mouvement ont réagi indique très clairement que les ambitieux ne manquent pas et que la transition devra être sérieusement organisée, sauf à provoquer des affrontements internes : plusieurs noms de prétendants peuvent être évoqués, le plus crédible étant Ali Osman, d'autant qu'il est en train d'acquérir l'expérience internationale qui lui faisait défaut jusqu'ici. Mais, devant les fractures qu'une nomination individuelle entraînerait, il n'est pas impossible qu'une direction collégiale soit nommée afin de préserver l'unité face à l'opposition, très mal organisée pendant des années mais qui pourrait améliorer son efficacité grâce à l'aide et aux conseils américains et érythréens après la conférence d'Asmara de juin 1995. On peut d'ailleurs résumer le dilemme de la direction actuelle du FNI en rappelant que la direction du pays échoit aujourd'hui aux anciens dirigeants de l'Union des étudiants de l'Université de Khartoum. Trois générations y sont facilement repérables : l'ancienne, où il convient de placer notamment Ibrahim Senoussi, Abd el-Rahim Hamdi, Hassan Tourabi, Ahmed Abd el-Rahman, Yassin Omar el-Iman, qui ont adhéré au mouvement avant le milieu des années soixante ; l'intermédiaire, avec des dirigeants comme Ali Osman Mohamed Taha, Mahdi Ibrahim, Awad el-Jaz, qui ont pris leur place entre 1965 et 1969 ; la " jeune " avec Ghazzi Salah ed-Din, Tayyeb Mohamed el-Kheir, qui ont commencé à militer au tout début des années soixante-dix. Le premier problème auquel doit faire face le FNI est que la représentation des adhérents des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix est quasi nulle au niveau de la direction, ce qui peut poser des difficultés dans le contrôle de ces jeunes comme cela est évoqué plus avant. Le second est que la succession est perçue à la fois sous un angle générationnel et politique : les " vieux " ne peuvent plus qu'assurer une transition ou participer à un

collège ; la génération intermédiaire a le vent en poupe mais aucun de ses membres ne dispose d'un charisme tel qu'il pourrait asseoir son autorité sur les plus jeunes sans négociation ; quant aux plus jeunes, ils ont les dents longues mais manquent d'une expérience politique consistante et se retrouvent surtout dans une haine commune des partis traditionnels qui leur contesteraient facilement leur position en cas de compétition ouverte...

La troisième réflexion porte plus sur le risque d'involution de ce mouvement. L'absence d'un corpus idéologique déterminé peut être considérée comme un facteur de flexibilité mais elle laisse également un espace aux courants les plus extrémistes. Le projet civilisationnel, dont étaient si fiers les rénovateurs du FNI, a pris des aspects de plus en plus autoritaires, rigoristes et guerriers. Cela est patent dans le traitement des populations déplacées par la guerre<sup>35</sup> mais cette évolution se retrouve dans bien d'autres domaines de la vie quotidienne au Nord du pays et, sans doute aussi, dans la politique internationale du Front, à la fois plus conformiste mais aussi plus sujette à des " coups " peu appréciés par les Etats occidentaux. Ainsi, l'affirmation d'un islam rigoriste et salafiste est plus à l'ordre du jour aujourd'hui qu'il ne l'était en 1990, malgré les initiatives isolées de certains zélotes dans l'Est et dans le Kordofan dès cet époque. Ainsi un chanteur a été abattu sauvagement le 10 novembre 1994 et une commission s'efforce actuellement de préciser le statut de la musique et des chansons traditionnelles soudanaises. Un tel durcissement se situe aux antipodes culturelles de la population et est perçu par une partie des cadres du FNI comme un danger car, pour ces derniers, le projet islamiste ne peut être le wahhabisme intolérant de leur voisin saoudien. Cette contradiction ne s'exprime pas seulement dans le champ de la culture. Elle prend toute sa dimension lorsqu'on évoque la représentation de la violence qui s'est développée dans la plus jeune génération islamiste : la présence d'arabes " afghans " dont les souvenirs romancés aiguïsent les aspirations " héroïques " des jeunes agents de la Sécurité exacerbe les aspirations répressives et purificatrices : celles-ci peuvent s'exercer contre la corruption des dominants mais aussi plus simplement contre un peuple jugé ignorant et donc impie. L'écho qu'aura eu la répression dans la population est tel que le projet islamiste sera associé à la violence pendant longtemps.

Tout en répétant que le régime soudanais, pour miné qu'il soit aujourd'hui par les difficultés économiques, n'est pas à bout de souffle, il peut être intéressant de réfléchir sur quelques scénarios possibles de renversement de pouvoir dans lesquels l'armée jouerait un rôle essentiel. Cet exercice n'est pas de pure forme dans la mesure où il souligne une contradiction intrinsèque de ce type d'Etat : plus son renversement se fera tardivement, plus l'unité du pays sera menacée par les tendances centrifuges déjà à l'oeuvre ; plus il se fera vite, plus les affrontements seront sanglants. Le régime islamiste n'est réellement fort que dans les villes ; dans les campagnes, son autorité vacillerait rapidement dès le ralliement des notables locaux à l'opposition. L'armée basculerait également très vite. Le vrai problème, tout à fait inquiétant, est donc le contrôle des grandes villes du pays.

Le pouvoir islamiste dispose de quelques unités de l'armée dont le loyalisme est garanti par leurs officiers acquis au FNI. Il peut compter également sur des unités des FDP et les services de Sécurité liés non à l'Etat mais au FNI lui-même. Enfin, pour la capita-

---

<sup>35</sup> Voir les derniers rapports des organisations de défense des droits de l'homme, notamment celui d'Amnesty International et d'African Rights, *Sudan's Invisible Citizens*, Londres, mars 1995.



le, il dispose de quelques centaines de mercenaires islamistes " afghans ". Des dépôts d'armes ont été organisés et permettraient une assez grande opérationnalité des militants du FNI, dès les premiers moments d'un affrontement. Enfin, une liste noire de personnalités politiques de premier plan a été établie : celles-ci devraient être abattues par des commandos *ad hoc* déjà constitués, afin de priver le soulèvement d'une direction.

L'attitude de l'armée demeure dans un tel contexte très problématique. Cette institution a le plus souvent fait primer son unité sur des buts politiques partisans. Un affrontement contre le régime ne serait donc possible que dans le cas d'une exacerbation très forte des contradictions en son sein. Si ce facteur semble plutôt jouer en sa défaveur, l'armée bénéficierait très vite d'un large soutien de l'ensemble de la population. Perçue comme institution nationale, elle a dans de tels moments de crise une légitimité plus grande à assumer la direction du pays. Il est fort possible que la population s'associe au combat, dénonce les caches et arrête les membres isolés du FNI. Le véritable enjeu serait alors l'attitude des militants du FNI après leur défaite. Plus le temps passe, plus celle-ci sera préjudiciable à un retour rapide à l'ordre et à une situation normale : la greffe sécuritaire et la vision militarisée du champ politique perceptible chez une bonne partie des jeunes recrues du FNI laisseraient peu de place à la relance d'une négociation, voire à une mise entre parenthèses de leur mouvement pour quelque temps.

Comme tout scénario, plusieurs variantes sont possibles en délimitant plus nettement les acteurs. Au niveau de l'armée, trois méritent d'être citées. On peut envisager un modèle qui fait rêver les services égyptiens depuis six ans : les islamistes radicaux sont isolés au sein de l'armée, les " nationalistes " font un coup d'Etat et ne remettent pas le pouvoir aux civils. Une seconde version serait de voir l'armée se recomposer autour d'un pôle islamiste modéré promettant une ouverture politique dans un système mono-partisan : l'islamisation serait adoucie, certains compromis seraient tentés dans la guerre au Sud ; cette solution ne serait cependant pas durable, même si elle correspond le mieux aux rapports de force actuels tant dans l'armée qu'au sein de la société. Une troisième option consisterait en un coup d'Etat qui débiterait par une opération militaire lancée de l'étranger grâce à l'aide des Algériens, Tunisiens, Egyptiens, Saoudiens (ou de certains d'entre eux) : pour recueillir un assentiment dans l'armée et la population, elle exigerait un travail politique préalable qui en limite fortement la réalisation.

Faut-il le dire ? Tous ces scénarios ne paraissent guère positifs à terme pour l'avenir du Soudan, l'amélioration des conditions de vie de la population et la fin de la guerre au Sud.